

Justice au quotidien

# LES MULTIPLES ROUAGES DE LA "BROYEUSE"

Voir en p. 12

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 13 AVRIL 1977  
N° 424 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission Paritaire 56 942

AVEC LES DANSEURS  
DU BALLET DE CHANGHAI

L'art du ballet  
bouleversé par  
les paysans

Voir p. 9

## GISCARD ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

# FAIBLESSE SOUS UN TON FERME

la  
coopération  
policière  
européenne :

GISCARD  
LIVRE  
SCHULTZ  
AU  
GOUVERNE-  
MENT  
ALLEMAND

Hier matin, au poste frontière de Kehl, la police française a remis à la police allemande le progressiste allemand, Detlev Schultz. Si l'Europe verte piétine, l'Europe vert-de-gris progresse à pas de l'oie. Avant même d'être ratifiée par lui, le gouvernement français applique la convention européenne anti-terroriste qui supprime le droit d'asile politique. L'extradition de Detlev Schultz crée un grave précédent. Demain, sous n'importe quel motif, des révolutionnaires, des militants syndicaux pourront être extradés d'un pays européens vers un autre et livrés à la police de leur pays. En livrant Detlev Schultz, le gouvernement français a fait un nouveau pas vers la suppression d'une conquête démocratique de la classe ouvrière : le droit d'asile politique. Arrêtons-le sur cette voie dangereuse pour toutes les libertés démocratiques.

Voir en p. 6

Zaire : les fausses raisons de Giscard  
URSS : toujours la prétendue «détente»  
Europe : tentative d'encerclement du RPR



Les parachutistes de Pau : il avait été question qu'ils interviennent au Liban en mai 76

Au moment même où des avions militaires français interviennent en soutien à l'initiative marocaine au Zaire, prise manifestement en conformité avec les intérêts américains, Giscard a donc jugé nécessaire d'affirmer longuement son indépendance vis-à-vis des États-Unis. Certes, il ne court pas, lorsqu'il prétend qu'il n'a pris cette décision à la demande de Washington, le risque d'être démenti : est-ce que la politique de la nouvelle administration Carter ne consiste pas justement à essayer de se débarrasser de l'image interventionniste qui marquait ses prédécesseurs ?

Pour autant, il serait étonnant que, lors du passage à Paris du secrétaire d'État US, cette question n'ait pas été pour le moins invoquée. Déjà, lors de l'affaire angolaise, on avait pu voir la coordination discrète entre l'action américaine menée principalement à partir de l'Afrique du Sud et du Zaire et celle de la France, qui prenait pour base le Gabon. Au reste, la «solidarité» franco-africaine, évoquée en cette occasion n'a guère, en l'affaire, de bases matérielles solides : ce sont essentiellement des intérêts américains que les troupes marocaines sont allées défendre au Shaba

contre une action armée où on devine facilement les appétits soviétiques.

Ainsi engagé dans la bataille que se livrent en Afrique les deux super-puissances, le président de la République a pris soin d'insister à diverses reprises sur l'indépendance de sa politique à l'égard de Washington. Certes, on peut penser que les incertitudes concernant la politique de l'administration Carter poussent actuellement le gouvernement français à éclaircir certains points des rapports qu'il entretient avec elle.

Suite p. 3

## EXPLOSION DANS L'USINE RUGGIERI (VAUCLUSE)

### 1 OUVRIER TUÉ, 5 BLESSÉS

Il était 15 h 30 hier à Monteau près de Carpentras (Vaucluse) quand soudain une explosion violente a secoué le petit village. La moitié des vitres de la ville ont sauté sous le coup de la déflagration. Passé les premiers instants d'effroi devant les dégâts mortels causés par cette explosion, les habitants de Monteau ont eu une réaction unanime : «Ce qui devait se produire s'est produit...»

En effet, quelques minutes plus tard, les premiers sauveteurs accourus sur les lieux — un dépôt des établissements Ruggieri — relevaient sous les décombres un ouvrier tué net, un autre blessé grièvement et quatre autres sérieusement contusionnés.

D'abord, il était connu que le dépôt aujourd'hui ravagé par l'explosion était en continuelle surcharge.

Ensuite, en plus de la menace constante que représente ce type d'industrie au cœur d'une agglomération, les notables locaux avaient poussé l'audace jusqu'à implanter autour de l'usine rien moins que trois écoles !

Les travailleurs de Monteau et les ouvriers de Ruggieri aujourd'hui endeuillés par la mort de l'un des leurs entendent que les choses n'en restent pas là mais, que vérité et justice soient faites sur ceux qui sont coupables d'un tel mépris de la vie de toute une population !

## THONVILLE A L'HEURE DE LA RESTRUCTURATION D'USINOR



Lire en page 4,  
l'article de Richard Feuillet

# NUCLÉAIRE

## «TOUT A COMMENCE A MARCKOLSHEIM»

Par Thierry WALTER

A Fessenheim, la première tranche de 900 MW de la centrale nucléaire est entrée en fonctionnement, elle vient d'être couplée au réseau. Elle est encore loin de marcher à la puissance maximale, mais dans quelques mois, ce devrait être réalisé. Néanmoins, les habitants de la région, mobilisés contre l'implantation de centrales nucléaires, ne désarment pas, ils poursuivent leur lutte : une centrale nucléaire ça s'arrête. Malgré ce relatif échec, la lutte contre la centrale de Fessenheim a marqué une étape importante dans l'opposition au programme nucléaire, car on a vu au coude à coude dans cette lutte de larges fractions de toutes les catégories de travailleurs.

La lutte contre la centrale de Fessenheim a bénéficié de la lutte contre l'usine chimique au plomb de Marckolsheim qui vit pour la première fois en France, ouvriers, paysans et intellectuels s'unir contre l'implantation d'une usine polluante. De Marckolsheim à Fessenheim, c'est la même lutte qui se mène contre le même adversaire, même si le nom est différent. Dans les deux cas c'est le capitalisme qui veut imposer aux travailleurs des unités de production dangereuses et dommageables à l'environnement. A Marckolsheim la mobilisation populaire l'a emporté, à Fessenheim, les travailleurs de la région, à l'instar de leurs voisins badois de Wyhl ou suisses de Kaiseraugst sont bien décidés à remporter un nouveau succès.

Ils ont fait leur baptême du feu à Marckolsheim, l'ont achevé sous les canons à eau à Wyhl (pays de Bade). Ils ont montré leur force à Fessenheim en 1975 (15 000 personnes) et à Wyhl puis dans les marches populaires de Strasbourg et de Colmar.

Si les citoyens de Marckolsheim, en Alsace, s'en étaient remis aux assurances des autorités et de leurs élus, ils auraient maintenant dans leur paysage, une usine de plomb polluante et dangereuse pour la santé. L'occupation menée à bien par la population de Marckolsheim a été une réaction salutaire contre les décisions unilatérales pour lesquelles la santé et le bien-être de la population n'entraient pas en ligne de compte. Elle a signifié pour la première fois en Alsace que le temps des aveugles délégations de pouvoir est passé et que nous devons prendre nous-mêmes notre destin en main. Cette lutte a préparé la mobilisation contre le programme nucléaire.

Nous publions ici le récit de l'occupation de Marckolsheim par l'une de ses principales animatrices, Solange Fernex, à partir d'un article paru dans le journal «The ecologist», journal «of the post industrial age».

Sur le cours supérieur du Rhin, aussi bien sur la rive française que sur la rive allemande (on ne parle plus en fait aujourd'hui dans la région que de rives alsacienne et badoise), les militants anti-nucléaires sont très actifs et disposent d'une très vaste expérience de lutte.

Leur premier succès a été l'abandon du projet de centrale nucléaire prévue près de Breusach, et ce, après une résistance de 3 années de la population déplacée 20 km au nord vers Wyhl. La centrale n'a pu encore être construite jusqu'ici, parce que les militants anti-nucléaires poursuivent résolument leur résistance. Sur le côté suisse du Rhin, on combat depuis 7 années avec succès contre la centrale nucléaire de Kaiseraugst. La solidarité en premier lieu de la jeune génération et les contacts entre l'Alsace et le pays de Bade, procurent au mouvement la nécessaire force combative dès que la situation devient critique.

Les protecteurs de la nature nourrissent en même temps une grande inquiétude pour le sort de la dernière bande de la forêt primitive du Rhin qui, il y a 20 ans, couvrirait encore 20 000 hectares et qui, aujourd'hui a déjà été déboisée aux 3/4. Cette forêt est une survivance des forêts primitives qui, autrefois, s'étendaient sur le cours du Rhin, du Rhône, et du Danube, avec une diversité unique d'espèces végétales, depuis les plus hauts arbres jusqu'aux sous-bois. La plus grande parcelle d'un seul tenant de cette forêt se trouve dans le secteur compris entre Marckolsheim et Schoenau, où s'est étendue, dans les 13 dernières années, une zone industrielle.

Vainement les organisations de protection de la nature avaient tenté d'obtenir que la forêt du Rhin soit déclarée zone protégée. Lorsqu'il fut connu que la firme allemande Chemischen Werke Munkeln (CWM) voulait édifier à Marckolsheim, sur le Rhin, une usine chimique à base de

plomb, une réunion d'information eut lieu à Marckolsheim dès avril 1974, réunion dans laquelle des spécialistes présentèrent aux protecteurs de l'environnement un rapport mettant en évidence les dangers de l'usine de plomb. D'après les calculs des écologistes, plusieurs tonnes par an de poussière de plomb très fine seraient émises, cette poussière polluerait la contrée environnante, empoisonnerait le lait et occasionnerait chez les humains des cirrhoses du foie. Parmi les principaux orateurs, à cette époque, se trouvait le vétérinaire alsacien Siegel, et le docteur Bu-Hler de Sasbach, localité qui se trouve vis-à-vis de Marckolsheim, sur la rive badoise du Rhin et qui serait également menacée par les poussières de plomb en raison du vent dominant d'ouest.

En mai 74, le conseil municipal de Marckolsheim, malgré les promesses habituelles du gouvernement et de la direction des CWM (promesses de création d'emplois, de recettes fiscales plus élevées...) refusa l'installation de l'usine par 11 voix contre 10. Mais le préfet de Strasbourg Sicurani, ignora cette décision et décréta les CWM autorisées à construire. Les 11 conseillers municipaux démissionnèrent en signe de protestation. Quatre semaines plus tard, le GISEN (Groupement d'Information pour la Sauvegarde de l'Environnement de Marckolsheim) organisait une manifestation à laquelle prirent part deux mille personnes et cent tracteurs. Alors l'idée d'une occupation de terrain se fait jour. On organise les préparatifs de cette action dans le plus grand secret : 500 volontaires sont contactés. (...)

Derrière le problème de Marckolsheim, se profile le danger d'une zone industrielle géante dans la région de la forêt rhénane. Une grande manifestation est l'occasion, pour les groupes badois et alsaciens de défense de l'environnement, de lutte contre la pollution, d'apparaître pour la première fois



Rassemblement anti-nucléaire à Wyhl (Allemagne) au printemps 75.

côte à côte. Lors d'une rencontre dans la salle municipale de Weisweil (pays de Bade), ils déclarent qu'ils défendront ensemble leur environnement et qu'ils soutiendront mutuellement les occupations imminentes de terrain à Marckolsheim (contre les CWM) et à Wyhl (contre la centrale nucléaire). Par précaution, les tracts qui appellent à l'occupation sont déjà imprimés. Cette décision a donné lieu à de longues discussions parmi les protecteurs de la nature, en raison de l'illégalité de l'action prévue ; ils redoutaient les suites éventuelles de la part des tribunaux et de la police.

La date et l'heure de l'occupation restèrent secrètes. On évita d'en parler au téléphone. Vendredi 20 septembre 74, à 7 H du matin, l'occupation commença. (...)

Dès la nuit de jeudi, des tracts avaient été distribués et les habitants des communes voisines alertés ainsi que tous ceux qui avaient donné leur adresse et leur numéro de téléphone. (...)

Trois heures plus tard, ils étaient 100 et, à tout moment, de nouveaux occupants affluaient. Par téléphone, la presse, la radio, la télévision, furent informés. A 1 heure de l'après-midi, la nouvelle de l'occupation passait sur les ondes de la radio française. (...)

Les policiers de Marckolsheim firent aussi leur apparition. A la grande manifestation du dimanche participèrent plusieurs milliers de personnes. Des groupes mixtes de militants écologistes se répandirent dans les villages environnants et expliquèrent la situation aux gens sortant des églises et aux hommes réunis dans les cafés. La campagne d'information eut lieu en alsacien car c'est la langue usuelle dans la région de Marckolsheim.

Le lundi, environ 50 tracteurs de paysans alsaciens et badois bloquaient les chemins d'accès. Alors une garde fut établie et un plan d'alerte mis au point, celui pour se protéger d'une éventuelle opération policière. Dans ce cas, les cloches des églises et les sirènes d'incendie devaient appeler les

villageois au terrain. En même temps, eurent lieu partout des rencontres d'information avec la population locale qui avait déjà été très bien informée auparavant sur les effets nocifs pour la santé de l'usine de plomb. Cette information claire et convaincante, créait la base, du côté de la population, pour un large soutien aux occupants.

Cependant, jusqu'au 26 septembre 74, l'affaire de Fessenheim était à peine connue aux frontières de la région. Il restait au préfet de Strasbourg de se charger d'en faire la publicité sur toute l'étendue de la France et de la République Fédérale d'Allemagne. Ces jours-là, le ministre parisien de l'Environnement devait visiter l'Alsace. Le préfet, dans l'intention de déconsidérer les occupants en les présentant comme une petite minorité extrémiste, fait fermer la frontière franco-allemande près de Forbach et Breisach, aux véhicules qui portaient l'immatriculation allemande EM (arrondissement d'Emmendingen auxquels appartiennent Forbach, Wyhl et une partie du Kaiserstuhl). Là-dessus, les DU-rgerinitiativen badois bloquèrent complètement avec des centaines de tracteurs et d'automobiles, les deux points frontiers, distribuèrent des tracts et donnèrent des interviews à la presse, à la radio et à la télévision. Le 11 octobre, aux élections municipales à Marckolsheim, furent élus en grande majorité, ceux qui s'étaient opposés à l'usine de plomb, le nouveau maire étant le vétérinaire et écologiste Siegel.

Début novembre, le bruit courut que le gouvernement français avait abandonné le dessein de soutenir l'implantation des CWM à Marckolsheim (...). Il fallut encore attendre jusqu'au 25 février 1975 pour que le gouvernement de Paris ratifie par écrit la victoire des occupants. La nouvelle arriva en même temps que celle de la reprise victorieuse du terrain de construction de Wyhl, à peine distante de 4 km du terrain des CWM sur la ville badoise du Rhin, et qui avait été évacuée par la police. Peu de temps après, les paysans alsaciens tirèrent un trait sur l'affaire de Marckolsheim en labourant le terrain des CWM et en y semant le blé de printemps.

## GISCARD ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

## FAIBLESSE SOUS UN TON FERME

Particulièrement, le passage quelque peu ferme du discours concernant Concorde peut correspondre à une volonté d'imposer l'appareil à la faveur du changement de personnel intervenue à Washington. Rien cependant, dans la politique suivie concrètement par Giscard ces derniers mois, et surtout pas sa petite aventure africaine, ne peut laisser prévoir un changement fondamental de l'attitude conciliante adoptée depuis plusieurs années à l'égard des USA. Au reste, les rapports de force défavorables qui ont amené notre bourgeoisie à adopter cette nouvelle attitude n'ont pas changé de manière à expliquer un quelconque revirement.

Vis-à-vis de l'URSS, en revanche, la politique de concession s'exprime d'une manière particulièrement nette : Giscard n'a-t-il pas justifié une fois de plus son refus de recevoir Amalrik ? N'a-t-il pas, même, reproché en quelque sorte à Carter de ne pas respecter «le code de la détente» défini par Moscou, s'engageant de son côté à s'y tenir scrupuleusement ? N'a-t-il pas refusé de nommer les forces qui se trouvent derrière les opérations menées actuellement au Zaïre contre

Mobutu, alors que l'occasion lui était directement donnée de signaler l'intervention soviético-cubaine ?

Apparence de fermeté d'un côté, faiblesse confirmée de l'autre : l'attitude de Giscard vis-à-vis des deux super-puissances n'est toujours pas de celles qui vont dans le sens d'un quelconque renforcement de l'indépendance nationale.

S'il était nécessaire, la dernière partie de son intervention, portant sur l'élection du parlement européen au suffrage universel, viendrait en donner la confirmation. On se souvient que cette intervention sur la politique extérieure, avant la démission du premier gouvernement Barre, avait été programmée à une date antérieure à l'intervention française au Zaïre. A cette époque, il était clair que l'essentiel des déclarations de Giscard devaient porter sur cette affaire, qui remet effectivement en cause l'indépendance nationale.

INDÉPENDANCE  
NATIONALE :  
UN RAPPEL À CHIRAC

C'est sur ce chapitre, d'ailleurs, que Giscard s'est montré le plus déterminé, le plus mordant, ayant longuement préparé son dossier à

l'avance. De quoi s'agissait-il ? De rappeler au RPR l'attitude que, le conseil constitutionnel, par ses députés à Strasbourg, et surtout par l'action de Chirac au gouvernement, il avait adoptée jusqu'ici sur cette affaire. Les anciens gaullistes se sont ainsi vus sommer d'adopter une attitude conséquente avec celle qui avait été la leur dans les mois précédents. Moyennant un acquiescement de leur part à l'élection du parlement européen au suffrage universel, le gouvernement serait prêt à proposer un texte insistant sur la limite des pouvoirs de cette assemblée. Il s'agit, en somme, de rappeler à Chirac le compromis auquel il s'était publiquement engagé à Strasbourg, à la fin de l'année dernière.

ENCERCLEMENT DU RPR  
ET INVITATION AU PS

Ainsi, au moment où le RPR cherche à trouver un terrain de démarcation avec Giscard, sur la politique étrangère, celui-ci a visé, par son intervention, à lui couper l'herbe sous les pieds. Car, de toute évidence, les préoccupations de politique intérieure n'étaient pas absentes des propos de

Giscard hier soir. En plus de cette manœuvre, on aura remarqué l'invitation lancée au parti socialiste à discuter avec le président de la République les questions de politique étrangère : une nouvelle initiative dans le sens de l'ouverture recherchée depuis si longtemps par les Giscardiens. Enfin, l'appel au consensus national, l'allusion au «bon choix» pour les prochaines élections législatives, et jusqu'à la justification du plan Barre sous prétexte de politique internationale, sont venus confirmer une chose : le régime, au point où il en est, est bien trop préoccupé de sa propre stabilité interne pour pouvoir définir avec une vue un peu à long terme une politique étrangère quelque peu cohérente.

Jean LERMET

## Réactions en France et à l'étranger

## TARTUFERIES SUR LE ZAIRE

La polémique a commencé au sujet de l'extension exacte de l'intervention française au Zaïre : selon diverses informations, les avions français transporteraient non seulement des armes et du matériel, mais également de troupes marocaines. On affirme également que des officiers français encadreraient les troupes zaïro-marocaines à Kolwezi, centre du Shaba, la province où se déroulent les opérations. Ces informations viendraient en contradiction avec la prétention de Giscard, qui affirmait que son initiative se bornait à faire parvenir les armes du Maroc au Zaïre. Mais on reconnaît à Paris que des instructeurs français se trouvent effectivement dans le pays, où ils auraient pour mission de former les troupes zaïroises à l'emploi du matériel français qui leur a été vendu. Où s'arrête aujourd'hui exactement le rôle de ces militaires ?

Cependant, la polémique continue dans les milieux politiques français au sujet de cette intervention. Le parti socialiste, qui se découvre une virginité anti-colonialiste toute nouvelle après sa participation aux guerres organisées outre-mer par la IV<sup>e</sup> République, a déclaré par la voix de

Claude Estier : « Cette intervention a été décidée sans la moindre consultation du parlement » (comme celle de Suez en 56, sous le gouvernement Guy Mollet) ; « la mission de la France consiste-t-elle à prendre la relève des États Unis, rendus prudents par l'aventure du Vietnam ? ».

Le PCF qui ignore délibérément le rôle de Cuba et de l'URSS, proteste bruyamment.

De leur côté, les partis de la «majorité», mis à part les Républicains Indépendants, sont restés prudents ; Giscard recevait hier soir les présidents de leurs groupes parlementaires. Seul, le gaulliste, Couve de Murville, s'est prononcé de façon plutôt favorable.

Cependant, sur la scène internationale, l'initiative française n'a guère reçu à

ce jour d'appui. Les États Unis, qui ne sont évidemment pas étrangers à l'affaire, ont préféré jusqu'ici rester silencieux. Naturellement, l'URSS, qui ne craint pas de dénoncer chez les autres ce qu'elle pratique de son côté, notamment au Zaïre lui-même, a vu dans l'intervention française, «une ingérence dans les affaires intérieures» de ce pays. Les partenaires européens de Giscard sont restés muets.



Il y a un an, Giscard recevait Mobutu.

## Ce qu'il a déclaré

## 1) ZAIRE :

La France est intervenue au Zaïre parce qu'on le lui a demandé.

L'action de la France consiste donc à répondre à une demande africaine, à assurer le transport d'un certain nombre d'éléments militaires à partir du Maroc en direction du Zaïre. Le transport effectué par des avions français porte exclusivement sur du matériel. Ce n'est donc pas une opération de guerre, ce n'est pas une opération de combat, il n'y a pas de français qui sont ou seraient engagés au Zaïre, c'est une opération d'assistance, de coopération, pour un transport entre le Maroc et le Zaïre.

En le faisant, nous avons voulu donner deux signaux : un signal de sécurité et un signal de solidarité. Le signal de sécurité d'abord. Je ne veux pas que les États africains amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intérieur de leur droit, et lorsque leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés. Ils ne seront pas abandonnés. Quant au signal de solidarité, c'est le fait de montrer la solidarité étroite entre l'Europe et l'Afrique. L'Europe ne peut pas se désintéresser de ce qui se produit sur le continent africain, ce serait de sa part la plus coupable des insouciances, et nous avons voulu à cette occasion donner le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

En Afrique, la politique soviétique consiste toujours à manifester sa présence là où il y a une incertitude, ou une situation troublée.

L'Afrique aspire à son développement, aspire à une situation pacifique et sa plus grande ambition serait que l'Afrique soit laissée aux Africains.

Nous n'avons jamais demandé à cet égard ni l'autorisation, ni l'approbation de personne. Le secrétaire d'États des États Unis est passé à Paris samedi dernier, nous avons parlé en termes généraux de la situation en Afrique, mais je ne lui ai pas fait part de notre intention de répondre éventuellement à des demandes qui nous soient adressées. Donc, c'est une politique indépendante de la France.

Il y a ceux qui voudraient toujours que la France soit condamnée à l'impuissance, et qui tantôt disent, les Américains n'agissent pas, pourquoi agissez vous à leur place, ou qui tantôt diraient, les Américains agissent et vous agissez à leurs ordres. La France agit pour son compte.

## LA «DÉTENTE»

La détente suppose un code, de part et d'autre, vous connaissez bien l'Union Soviétique, et la politesse de la détente, suppose un certain type de comportements de part et d'autre. Et les Soviétiques ont le sentiment que la nouvelle administration américaine a adopté un nouveau type de comportement, ils ont donc fait un pas en arrière de façon à tester l'attitude américaine. Ce pas en arrière, c'est l'accueil réservé aux propositions de M. Vance concernant la limitation des armements stratégiques. Je ne vois pas qu'on peut tirer de conclusion sur un changement de direction définitive. Je crois que c'était de la part de l'URSS une mise en demeure pour savoir si l'administration américaine appliquerait ce code de la détente.

La voie de la détente doit continuer à être celle de nos efforts.

## LES ÉTATS UNIS

Il y aura des problèmes puisque le nouveau gouvernement des États Unis a pris des attitudes nouvelles sur un certain nombre de sujets, et que naturellement, ces attitudes devront être discutées.

Concorde : le fait de refuser à cette technologie de pointe l'accès normal à l'économie américaine représente ou représenterait une attitude qui de la part des États Unis aurait à mes yeux une signification et donc des conséquences politiques.

## SUR LE PRINCIPE EUROPÉEN

Il y a à l'heure actuelle des députés français qui siègent dans l'assemblée parlementaire européenne, il y a 36 députés français, dont 10 députés RPR, députés ou sénateurs, je ne les considère pas comme des bavards irresponsables.

Je vous rappelle les communiqués du premier Conseil Européen qui était tenu (...) les 9 et 10 décembre 74, c'est-à-dire au début du premier gouvernement de mon septennat (...) il y a eu des conseils de ministres français qui ont entendu parler de ce sujet (6 conseils de ministres français), il y a eu une dernière délibération qui a eu lieu le 15 juillet 1976, l'année dernière, pour prendre acte de l'accord qui a été réalisé et maintenant, il faut que le Parlement se prononce. (...)

Je ne veux pas que l'assemblée parlementaire européenne s'arroge des pouvoirs supplémentaires. Notre organisation de l'Europe est de type confédéral et elle suppose donc le maintien des institutions dans les limites de leur compétence actuelle. (...)

# LUTTES OUVRIÈRES

Usinor a 24 heures de la journée «ville morte»

## LE PCF AU PIED DU MUR POUR LES TRAVAILLEURS CHAQUE JOUR COMPTE

Le cirque électoral est terminé à Thionville. La mairie est aux mains de la gauche, avec comme tête de liste, le PCF qui avait axé toute sa campagne sur le thème «Nationalisation de la sidérurgie = des emplois en Lorraine».

«C'est l'essentiel. Maintenant, on va être aidés dans notre lutte contre les 3 000 licenciements à Usinor», font remarquer certains ouvriers à 48 heures de la journée «ville morte». Ce point de vue est contrebalancé par d'autres, beaucoup d'autres.

Une chose est sûre en tout cas : depuis qu'elle est installée, la mairie de «gauche» n'a pas «chômée».

Ne voit-on pas, à chaque coin de rue, une affiche barrée de jaune et de vert, qui appelle à la mobilisation ? «Avis à la population... Thionville ne doit pas mourir», peut-on y lire. Ne voit-on pas les journaux locaux se couvrir d'une quinzaine de communiqués de soutien émanant de la section locale du PCF ?

Une agitation qui amène souvent cette réflexion des ouvriers thionvillois : «La gauche, il n'y a pas de doute, c'est mieux que la droite», assortie de ces quelques mots désabusés : «Remarque bien, depuis une huitaine, ils nous soutiennent tous : des RI au RPR». Cette phrase qui en dit long, la prononcent ceux qui nous diront «ne pas attendre un grand chambardement, si la gauche gagne en 78».

A vrai dire, qu'ils soient confiants ou à juste titre méfiants vis-à-vis de la mairie (dont certains mem-

bres se sont illustrés ces dernières années, dans la CGT, par l'attentisme) nombre d'ouvriers, et cela les unit, sont convaincus d'une chose : seule la lutte peut faire céder Usinor. Et justement qu'a fait la mairie à ce propos, jusqu'ici ?

La présence du maire à la dernière manifestation, l'ouverture à tous de la séance du conseil municipal extraordinaire, l'autre jour ?

Ce soutien prétend en fait suppléer à toute autre perspective de lutte. Dans les réunions du PCF qui se succèdent depuis 8 jours, l'accent est surtout mis sur la nécessité de confirmer en 78, le succès remporté par lui, il y a 15 jours. En fait, sa tactique est faite à la fois d'attentisme et d'initiatives ponctuelles, un attentisme qui risque de prendre le dessus, s'il n'est pas combattu.

### LA TACTIQUE EN «DENTS DE SCIE» DU PCF

Les travailleurs pour qui chaque jour qui passe, compte, ne s'y trompent pas «Attendre 78, l'application du Programme Commun ? Je suis peut-être terre à terre mais ce qui

m'intéresse c'est mon «gagne-pain». Et pour le conserver c'est la lutte qu'il faut. Dans un an, il sera trop tard».

Pour ce militant du PCF «Ce n'est pas vrai. Il n'y aura pas d'attentisme». S'il n'est pas combattu, si ! Car quelle est la situation à Thionville ?

En apparence, le PCF, vu son succès à la mairie, n'a pas à craindre qu'une combativité trop grande vienne contrarier les couches petites et moyennes bourgeoises de la ville. En fait, c'est à la fois vrai et faux. Bien sûr, nombre de commerçants ont intérêt à la lutte ; Usinor fermé, eux aussi devront mettre la clé sous le paillason. C'est vrai pour une partie qui, il faut le souligner, ne ménage pas

son soutien et se range résolument aux côtés des travailleurs. C'est faux pour d'autres qui ne risquent rien (certains bistrotiers et commerçants) qui, en cas d'une lutte de trop grande ampleur, menaceraient de retirer leur soutien au PCF aux législatives. Des commerçants qui ont justement voté pour lui en échange de l'attentisme proné depuis un an dans cette «bonne ville de Thionville» et «pour avoir la paix aujourd'hui». Cette pression, si elle arrive à s'imposer, peut avoir des conséquences graves sur la lutte, dont les sidérurgistes perçoivent déjà les premiers symptômes.

### FAIRE L'UNITÉ AVEC LES COMMERCANTS : MAIS SUR QUELLE BASE ?

Témoin, ce dialogue, à minuit, dans un café : «Moi, je dis que si la manifestation de jeudi est un échec, c'est foutu expliquait un ouvrier. Un rapport de force, c'est quoi ? C'est frapper de grands coups, pas à pas, de plus en plus forts, à des moments donnés». Une phrase qui venait en réponse à un patron de bistrot qui affirmait sa réticence à fermer ses portes demain et qui essayait de convaincre les ouvriers présents d'aller travailler à Fos et d'inculquer l'idée que les chômeurs ne sont pas si mal payés que ça !!! Des idées de capitulation auxquelles les ouvriers rétorqueront à juste titre «C'est ici qu'on veut vivre ! Qu'est-ce que tu dirais, toi, si tu devais tout abandonner ? Et puis, il n'y en a presque point qui ont 90% du salaire».

Ces idées de commerçants ressemblent fort à ces «licenciements avec reclassement» que propose le PCF et qui font que depuis dix ans des milliers de sidérurgistes ont été obligés de s'expatrier !

Faire l'unité, oui, grouper autour d'eux la population, faire un front des Thionvillois, telle est bien la tâche à laquelle doivent s'atteler les ouvriers d'Usinor, mais pas en se mettant à la remorque des éléments qui ont voté pour le PCF justement pour «avoir la paix». Construire l'unité sur ces bases, c'est à coup sûr laisser les mains libres aux maîtres de forge. Voilà ce que commencent à apprendre et vite, les sidérurgistes de Thionville.

Mais pour certains «ne pas attendre 78», signifie aussi que des doutes de plus en plus nombreux se font jour, quant à ce que changera la nationalisation de la sidérurgie.

«Supprimer le chômage ? Moi, je veux bien, mais on ne nous fera pas croire que la gauche même majoritaire, va pouvoir l'empêcher. Nationalisé ou pas, Usinor ne pourra pas tourner sans profit face aux Japonais !

C'est la société qui veut ça !». C'est le point de vue d'un autre ouvrier également :

«Comment l'expliquer ? Les Japonais ont une sidérurgie pratiquement intégrée, mieux qu'en France. Ils contrôlent tout, de l'extraction jusqu'à la sortie des voitures. C'est moins cher. En France, c'est logique, gauche ou pas, il faut en arriver là mais qui conclue toutefois : «Ça sera toujours comme ça». Une conclusion qui amène cette réplique qu'on ne peut que soutenir «Ça sera toujours comme ça tant qu'on sera dans cette société. Pas si on la renverse !».

«On est nombreux à le dire, renchérit un ouvrier... il y a des gars, ils en ont tellement connu de restructurations, qu'ils disent «mais c'est normal que les hauts-fourneaux ferment».

Résignation ? «Oui, mais y'a pas que ça, affirme ce sympathisant CFDT. Que veux-tu, à force de mener des luttes, les gars voient bien qu'en fin de compte, on se fait toujours avoir. Après les victoires, il y a toujours les patrons. Il faudrait changer tout ça». Nombre de travailleurs ont beaucoup de choses à dire là-dessus. «Mettre les ouvriers à la tête des boîtes», ça serait d'abord nécessaire pour «assurer l'indépendance du pays», «la sidérurgie, pour cet ouvrier, est une industrie de base. C'est comme l'électricité».

La question de l'indépendance de la production sidérurgique est beaucoup discutée par ces ouvriers révoltés par sa dépendance actuelle. «En 67, on nous a dit, il faut moderniser. Résultat : les tôles fortes se font en Allemagne...»

Si un chambardement tout ça changerait. On ferait comme pour l'électricité. On la prendrait chez nous. Est-ce que parce que des pays produisent l'électricité moins chère qu'en France qu'on va s'approvisionner ailleurs, être tributaire ?». Cette aspiration, le PCF tente de la reprendre.

Mais défendre la sidérurgie française pour lui, qu'est-ce à dire sinon défendre la productivité des trusts sidérurgiques français contre les trusts étrangers. Ce n'est assurément pas de cette «indépendance» à laquelle aspirent les travailleurs d'Usinor, ni à la société que propose le PCF.

«Attention, il ne faut pas prendre un régime communiste comme la Russie. C'est un régime bourgeois camouflé. Mais ça commence à bouger aussi. Il y a eu des grèves réprimées de façon terrible. On ne peut pas dire que c'est un régime socialiste. Ce n'est pas de ce régime-là qu'on veut». «Si c'est pour en venir là, ce n'est pas la peine», s'exclamera un ouvrier, avant de nous quitter.

R. Feuillet



## Alstom Saint-Ouen : 4<sup>e</sup> semaine de lutte 1 200 TRAVAILLEURS, 3 ENTREPRISES DANS LA RUE JEUDI DERNIER

Voilà plus de 3 semaines, à l'occasion de la remise à jour des cahiers de revendications, l'action s'engageait à l'atelier de la Chaudronnerie à Alstom Savoisiennaise à l'initiative de la section CGT. Une pétition sur les revendications commençait à être signée massivement tant à St-Ouen que dans les Établissements d'Aix les Bains et de Frontenex. Elles portent sur : 300 F pour tous, 2 500 F minimum, 13<sup>e</sup> mois, 40 h, etc.

Sous forme de débrayages tournants avec défilé dans l'usine, ainsi qu'une heure commune par semaine pour les A.G., le mouvement gagne rapidement les autres ateliers. Devant l'extension de la lutte, la direction répond en reportant la réunion «sociale» qui devait avoir lieu le 31 mars à St-Ouen au 14 avril à Aix les Bains.

Le 31 mars, 600 travailleurs débrayent et manifestent dans les bureaux de la direction en scandant des mots d'ordre...

### FACE A CETTE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT DEPUIS 68, LA DIRECTION RÉPRIME :

Avertissements (qui seront déchirés sous le nez du directeur, Destigues), mise à pied d'un délégué CGT et de deux délégués CFDT (pour lesquels les travailleurs collecteront 1 500 F).

Cette répression, loin d'intimider les travailleurs, renforce au contraire leur détermination. Le jeudi 7 avril, ce sont les 3 usines du site

Alstom St-Ouen qui débrayent. Se groupant devant les grands bureaux, ils défilèrent dans l'usine pour aller enfin occuper le carrefour de la mairie de St-Ouen. C'est ainsi 1 200 travailleurs de l'Alstom Savoisiennaise, les signaux (usine et chantiers), Alstom CGEE (bureaux et chantiers) qui bloquaient le carrefour à l'appel unitaire de leurs sections CGT-CFDT pour affirmer : «Non à la répression !», «Oui à nos revendications !».

Les représentants syndicaux appelant à continuer la lutte furent très applaudis. Cependant, alors que la CFDT avait obtenu l'assurance que ce ne serait pas l'occasion pour le PCF d'intervenir, le maire de St-

Ouen profitait du moment pour soutenir du bout des lèvres les travailleurs, dont l'accueil fut assez froid.

### LES CONDITIONS DU SUCCÈS

Un tel mouvement ne s'était jamais vu depuis des années à Alstom St-Ouen. Aussi peut-on comprendre le réel enthousiasme des travailleurs pour la plupart engagés dans l'action. A ce succès il y a plusieurs raisons objectives. D'abord le changement intervenu dans les rapports entre la CGT et la CFDT. Du fait de l'attitude des «notables» (comme certains les désignent au Congrès de l'UD 93 CGT), plus préoccupés des bénéfices de la cantine que de l'action revendicative, la CGT perdait du terrain aux élections du personnel, la CFDT passe en 3 ans de 20 % à 40 %. Devant cet avertissement des travailleurs, le bureau de la CGT fut renouvelé, laissant la place à des travailleurs combattifs, partisans de l'unité d'action avec la CFDT. On peut se demander si ce n'est pas pour «refaire» son influence que la CGT a pris

l'initiative de la lutte, se saisissant très justement des aspirations à la lutte.

### MAIS QUELLES SONT LES PERSPECTIVES ?

D'abord les journées d'action du 13 (pour le bâtiment) et du 14 (pour la métallurgie). La journée du 13 peut être l'occasion d'associer plus les ouvriers des chantiers isolés de la CGEE. Cependant, il semble qu'il n'y ait pas tellement de préparation en cas d'échec probable des négociations du 14, laquelle journée risquerait alors de faire retomber le mouvement.

Cela nous incite à la vigilance quant à la tactique du PCF dans la CGT, d'autant qu'actuellement l'importance du blocage du plan Barre ne semble pas être suffisamment apprécié.

Toutefois, des possibilités d'accroître le rapport de force existent sur le trust comme en témoigne la pétition signée sur les autres établissements.

Corr. Paris Nord

## LUTTES OUVRIÈRES

## Caisses d'Épargne parisiennes

**ÉLECTIONS AU COMITÉ D'ENTREPRISE :  
PROGRESSION DE LA CFDT  
ET REcul DU SUACCE**

## LA SANCTION DE DEUX PRATIQUES

Les élections au Comité d'entreprise viennent d'avoir lieu aux Caisses d'Épargne de Paris. Les résultats font apparaître deux choses : une progression du syndicat CFDT de 8,5 % ainsi qu'une perte de voix importante du SUACCE, ce syndicat corporatiste, dont l'autonomie, c'est connu, cache mal (ces élections le prouvent) une mainmise à peu près totale des révisionnistes dans ses instances dirigeantes. Le fait que le SUACCE soit encore majoritaire après ces élections ne saurait cacher que nombre d'«écureuils» en lui retirant ainsi leur confiance, ont voulu de la sorte sanctionner leur désaccord avec sa pratique en général depuis plusieurs années et surtout, en particulier, la façon dont il a conduit et finalement mené à l'échec la dernière grève de trois mois. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Rentrés en lutte contre la remise en cause d'avantages acquis, (notamment une prime de fin d'année qui équivalait à 8 % du salaire annuel) très importants, les employés des Caisses Parisiennes, à la fin de l'année 76, furent les premiers dans la fonction publique à véritablement engager la lutte contre le Plan Barre, à donner l'exemple de l'offensive. Leur grève aura, dans une certaine mesure, valeur de test. Les discussions, l'intérêt qu'elle suscitera dans la fonction publique, chez les postiers par exemple, est là pour l'attester. Mais ce sera l'échec, un échec dû à ceux qui, majoritaires dans le syndicat majoritaire, pendant trois mois s'opposent à l'occupation même partielle des locaux, à l'extension du mouvement dans les

caisses du pays, alors que des revendications communes le permettraient et le justifiaient, qui bafoueraient la démocratie ne mettant en pratique que les initiatives les moins efficaces, étouffant les propositions d'action.

La frange des employés qui, parallèlement, on accordé leur confiance à la CFDT, ont voulu aussi marquer leur accord avec les efforts que les militants de ce syndicat ont fait pendant ce conflit, avec leur pratique. Des militants qui furent bien souvent à l'initiative des actions les plus marquantes (gala à la mutualité) comme du travail modeste mais combien nécessaire de popularisation pour briser l'isolement chaque jour. Que ce travail n'ait en fin de compte pas permis de l'emporter n'enlève rien à l'affaire. Il est en tout cas à inscrire dans les acquis de cette grève, acquis auxquels les écureuils ont voulu ainsi marquer leur attachement.

R.F.

## LES RÉSULTATS

Titulaires Employés  
CFDT : + 8,53  
Suacce : - 8,53

Suppléants Employés  
CFDT : + 7,31

Gradés titulaires  
CFDT : + 1,72

Gradés suppléants :  
CFDT : - 0,36

## LES RÉSULTATS COMMENTÉS PAR LA CFDT

«Ces résultats sont la conséquence du dernier conflit, c'est assez net... Celui-ci a entraîné de plus chez nous une augmentation du nombre d'adhérents.

Beaucoup d'employés, au cours de la lutte, se sont rendus compte que si cela n'avait pas été plus loin c'est aussi qu'on avait une part de responsabilité parce que nous n'avons pas toujours mis devant tout le monde les problèmes qu'il y avait, mais ils se sont rendus compte aussi qu'on avait une conception de la lutte différentes et que nous avons fait des propositions différentes.

Nous avons travaillé à ce que la démocratie existe, à ce que les grévistes participent lors des assemblées générales. Et par rapport aux initiatives importantes, une partie importante des employés se sont rendus compte lors de la lutte que c'est nous qui avons fait le maximum en l'affaire.



Les travailleurs ont tiré le bilan de la lutte à leur manière

### Dunkerque les dockers dans leur 5<sup>e</sup> semaine de grève

## LA LUTTE CONTINUE, LA SOLIDARITÉ DES DOCKERS FRANÇAIS S'INTENSIFIE

A Dunkerque, les dockers abordent leur cinquième semaine de grève consécutive. Les réunions paritaires entre syndicats-direction du port autonome-Usinor se suivent et se ressemblent toutes : au grand dam des autorités portuaires qui tiennent le compte des petites entreprises qui mettent leurs travailleurs en chômage partiel et dont la liste s'allonge de jour en jour, Usinor veut bien, à la limite, rétablir le système qui prévalait jusqu'à présent de la présence-docker sur

les navires en déchargement au quai minéralier mais continue d'exiger de pouvoir faire comme bon lui semble sur le nouveau quai aux aciers prêt à entrer en service. On sait ce que de telles exigences signifient pour les dockers : alignement des conditions de travail sur celles couramment pratiquées dans le trust sidérurgique (feux continus) remise en cause du statut des dockers (garantie de salaire et d'emploi). Toutes sortes de remises en cause graves

de leurs droits, cela les dockers ont fait la preuve qu'ils ne l'accepteraient pas. La grève continue donc, dans la joie : «Ce n'est pas parce qu'on fait grève qu'on doit avoir une gueule maussade» font remarquer les grévistes sur le port. L'animation va bon train et est rigoureusement planifiée dans les assemblées générales, à la «salle de l'Avenir» : mercredi dernier, un carnaval a été organisé ; samedi, les quais avaient retrouvé une chaleureuse ambiance

grâce à une fête nautique et un radio-crochet. Quant à la solidarité des ouvriers des Forts de France qui s'est déjà manifestée par deux grèves nationales au cours des précédents week-end, la Fédération Nationale CGT des Ports et Docks a décidé de l'intensifier en demandant à tous ses adhérents de refuser toutes heures supplémentaires et toutes vacances spéciales jusqu'à ce que les grévistes de Dunkerque aient obtenu un accord satisfaisant.

## LES FLICS AU SECOURS DES PATRONS «SÉQUESTRÉS»

Chaque veille de Pâques vendredi dernier à l'usine Ugine-Aciers de Fos (Bouches-du-Rhône). Au terme d'un après-midi où délégués et ouvriers de l'usine s'étaient affrontés à leur patron et aux cadres directoriaux dans de sévères et difficiles négociations au sujet de l'amputation de la paie de trois responsables CGT, les travailleurs ont vu débarquer plusieurs escadrons de CRS, bardés de tout leur attirail répressif, pour délivrer le patron et les chefs qui se prétendaient «séquestrés».

Au départ, c'est une situation tout à fait semblable à celle de dizaines d'autres usines de France où les travailleurs mènent une lutte longue, téméraire, sous des formes diversifiées, contre le blocage des salaires et l'application zélée du plan Barre par la direction à tous les niveaux : les ouvriers d'Ugine-Aciers mènent la bagarre sans relâche depuis trois mois par des débrayages, grèves tournantes pour exiger une augmentation de 200 F pour tous, le rattrapage des hausses du coût de la vie et divers autres avantages pour les travailleurs enchaînés aux 3x8 : le panier par poste, la cinquième équipe... Réponse sans originalité du patron qui a bien appris sa leçon : 1,5% d'augmentation pas plus, selon les consignes draconiennes du plan Barre.

Mais dans le même temps cette direction obstinée va plus loin : à trois militants CGT dont le secrétaire de CE et le secrétaire de la section syndicale, elle décide de retrancher du salaire de mars les heures de délégation dépassées.

Vendredi, la colère éclate : une première entrevue avec un cadre de la direction ne donne rien et les travailleurs du poste d'après midi décident la grève sur le tas. Deuxième réunion avec

le patron et les délégués sanctionnés : toujours non... Les travailleurs décident d'aller prêter main forte aux représentants syndicaux et se massent à plusieurs centaines dans le bureau directorial. Quatre heures durant, la direction reste muette sauf pour appeler le préfet à la rescousse, qui d'ailleurs ne se fait pas davantage prier pour envoyer de l'aide aux patrons et cadres en difficultés : c'est une longue file de cars de CRS qui traverse la zone industrielle, toutes sirènes hurlantes et qui prend position de chaque côté de la sortie de l'usine sous les huées des ouvriers qui entonnent une vigoureuse Internationale. Quand enfin les flics rebroussement chemin après avoir protégé la sortie des cadres, leur incursion est à nouveau saluée par des huées et des chants de lutte.

A Ugine-Aciers-Fos, l'heure est plus que jamais à la lutte pour contrer le blocage autoritaire des salaires et les multiples atteintes aux libertés syndicales. Les débrayages se poursuivent comme pendant les trois mois écoulés et jeudi prochain, le jour de la journée nationale d'action dans la métallurgie, les travailleurs observeront une grève de 24 h.

## Nouvelles de Picardie

De notre correspondant d'Amiens

### CHÔMAGE...

- A Amiens, deux usines textiles mettent leurs ouvrières à la rue : 240 licenciées. Chez Découfflé, les horaires sont réduits de 43 h 30 à... 29 h 1 soi-disant pour éviter 90 licenciements qui pourraient intervenir après 78, de toutes façons.
- A Moislains, 150 des 430 ouvrières d'une boîte de tissage vont chômer 8 jours, et leurs horaires sont réduits de 40 heures à 32 heures par semaine «suite à un manque de commandes».
- A Corbie, la SEC (textile) est en liquidation judiciaire : 84 licenciés.
- Dans l'Oise, plusieurs dizaines de licenciements sont à prévoir après le rachat de Poclair (matériel de chantiers) par des Américains. De plus, la fermeture d'une sucrerie met au chômage 62 ouvriers permanents et 60 saisonniers.
- Quant aux chiffres officiels du chômage, ils sont éloquentes : le premier trimestre 1977 aura vu le chômage («officiel») augmenter au moins de... 10 % !

### ...ET RÉPRESSION

Encore une opération coup de poing dans l'Oise : 3 600 personnes contrôlées, et... aucune arrestation ! La forte progression de la «gauche» aux municipales, y compris dans des petits villages, ne change rien en l'affaire. Ouvriers, apprentis, petits paysans, petits pêcheurs de la côte, sont attaqués par le plan Barre, leurs conditions de vie et de travail sont aggravées tous les jours, mais aucun de ces nouveaux ou anciens élus «socialistes» ou révisionnistes ne daignent lever le petit doigt pour soutenir la classe ouvrière, sauf qu'après avoir remplacé leurs rivaux de droite, ils adoptent (comme le nouveau maire d'Albert) la même attitude qu'eux face aux ouvriers en lutte pour leur emploi.

C'est ça le changement ?

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Detlev Schultz extradé

## LA CONVENTION EUROPÉENNE ANTI-TERRORISTE EN ACTION

Avant même d'être ratifiée, la convention européenne anti-terroriste a été appliquée hier. Le gouvernement français a livré Detlev Schultz au gouvernement allemand.

Detlev Schultz est accusé par le gouvernement allemand de faire partie de la «fraction armée rouge» baptisée «bande à Baader» par la presse. Réfugié en France, il était accusé du meurtre d'un policier allemand. Victime d'une provocation policière, il a été condamné en France à six mois de prison pour vol et port d'arme prohibée. Bien qu'ayant purgé sa peine, il était maintenu en détention. Il avait commencé une grève de la faim en solidarité avec les détenus de la «fraction armée rouge» de RFA. Le tribunal de Colmar, saisi d'une demande d'extradition du gouvernement allemand, a refusé de considérer le caractère politique des poursuites intentées contre Detlev Schultz, il a accédé à cette demande. Le pourvoi introduit contre cette décision a été rejeté.

Detlev Schultz a donc été expulsé mardi matin et remis aux policiers allemands au poste-frontière de Kehl. Il ira rejoindre dans leurs geôles les autres détenus politiques allemands soumis aux pires traitements, à la torture «propre» par isolement sensoriel. Le gouvernement français s'est fait l'auxiliaire du gouvernement allemand.

Il a bafoué les principes de l'asile politique dont il se réclame. On savait depuis l'affaire Abou Daoud, arrêté par la DST à la demande de la police allemande, que le gouvernement français n'avait rien à refuser au gouvernement allemand.

On a un avant-goût de ce que donnera l'application de la convention européenne anti-terroriste. Bien qu'elle n'ait pas été officiellement appliquée, la décision des magistrats alsaciens s'inspire de son principe. Cette convention a en effet pour conséquence de supprimer le droit d'asile politique à tous ceux qui sont dits terroristes, or le texte de cette convention est suffisamment souple pour classer comme terroristes tout militant politique et syndical.

Demain, si cette convention, déjà signée par les pays du Conseil de l'Europe, est appliquée, il n'existera plus, en Europe, d'asile politique. C'est aussi cela que signifie l'extradition ignominieuse de Detlev Schultz. Et c'est pourquoi nous devons exiger du gouvernement français la non-ratification de cette convention scélérate et le respect du droit d'asile politique.

S.L.

## Libérez les soldats emprisonnés

Depuis huit jours, la Sécurité Militaire enquête dans notre caserne, au 1<sup>er</sup> régiment de spahis à Spire RFA. Déjà, sept appelés ont été arrêtés dont un aspirant et un maréchal des logis ; accusés d'appartenir au comité de soldats de leur régiment, ils risquent 60 jours d'arrêts de rigueur. D'autre part, une plainte a été déposée par le chef de corps du 1<sup>er</sup> RS le colonel Combourieu ; plainte qui devrait être suivie d'une instruction et d'un procès. Est-ce de l'antimilitarisme que de vouloir une soldat supérieure à l'aumône que nous avons actuellement ? Est-ce être antimilitariste que de vouloir travailler dans des conditions de sécurité que nous n'avons pas au-

jourd'hui, de demander la liberté d'expression et d'organisation, est-ce être antimilitariste que de refuser d'être le bras des patrons et de briser les grèves de nos frères ouvriers.

Si c'est cela être antimilitariste, alors ceux qui ne le sont pas ne sont qu'une minorité. C'est pourtant sur cette base que les 7 du 1<sup>er</sup> RS sont accusés.

Nous lançons un appel à toutes les organisations démocratiques syndicales et politiques, pour qu'elles luttent avec nous contre cette injustice, pour la libération des emprisonnés. **Que le soutien s'organise sous toutes ses formes !**

Des appelés du 1<sup>er</sup> Régiment de spahis

## Paris : deux attentats

Dans la nuit de lundi à mardi, deux attentats ont été commis à Paris. Le premier à l'association France-URSS, le second à la librairie «Le Globe» (éditions de Moscou) où les dégâts sont assez importants. Un groupe qui s'intitule «Front d'action et de libération des pays Baltes» a revendiqué ces attentats.

Arenc

## ENQUETE A LA DEMANDE DU PREFET DE POLICE CONTRE UN MAGISTRAT

Le préfet de police de Marseille, impliqué dans l'affaire de la prison clandestine d'Arenc, n'a pas apprécié l'action des magistrats marseillais qui ont protesté contre l'existence de cette prison et dont l'un d'eux a demandé son inculpation. Il n'avait pu jusqu'à maintenant que multiplier les manœuvres dilatoires à l'encontre de l'enquête sur la prison, dernièrement, il avait interdit une marche pacifique sur Arenc. Aujourd'hui, il contre-attaque, le parquet a, à sa demande, ouvert une enquête contre Oswald Baudot, magistrat membre du Syndicat de la Magistrature, substitut du procureur de la République.

Un communiqué signé par une dizaine d'associations protestant contre l'interdiction de la marche sur Arenc, avait été envoyé à plusieurs journaux réfutant les arguments du préfet sur la légalité de la prison d'Arenc (cf. QdP du 30 mars). Ce communiqué était accompagné d'une note manuscrite «de la part d'Oswald Baudot». Une nouvelle fois, est

reproché à un magistrat d'avoir manqué à «l'obligation de réserve». Dénoncer les entorses graves à la légalité perpétrées par un préfet de police, c'est de la part d'un magistrat, dont le rôle en principe est de veiller au respect des lois, probablement manquer à cette «obligation de réserve». Par contre, intercepter le cour-



rier destiné à des journalistes de la part de la préfecture de police, c'est parfaitement dans l'ordre des choses.

Cette perte de sang-froid

du préfet, indique toutefois que la mobilisation pour la dénonciation et la suppression du centre d'Arenc commence à marquer des points.

## Le préfet de police, Grimaud

### EN 68, L'ARMÉE ÉTAIT PRÊTE A INTERVENIR

Interviewé dans un journal du soir, l'ancien préfet de police Grimaud qui était en poste en mai 68 confie complaisamment ses souvenirs. Grimaud doit prochainement publier un livre donnant sa version des événements.

Grimaud se félicite beaucoup de la sagesse et de la modération de la police qu'il dirigeait, ce n'est pas nouveau. Ce qui est plus intéressant, c'est ce qui concerne l'intervention de l'armée, à ce propos, il déclare : «Le gouvernement y a souvent pensé, c'était d'ail-

leurs son devoir... Je sais qu'au ministère de l'Intérieur, l'emploi de l'armée a été non seulement envisagé, mais plus d'une fois préparé... Si j'en crois tel historien de cette période, l'une des idées avancées, place Beauvau était de m'adjointre Bigeard avec des unités de paras.

Je craignais tout autant l'utilisation de soldats du contingent qui risquaient de se paniquer ou de fraterniser, que celle des unités spéciales trop promptes à utiliser les derniers moyens.

## Auxerre : en grève de la faim depuis 5 semaines

### Une femme en lutte contre l'humiliation et l'arbitraire

Mireille Bressolles, ce nom est maintenant largement connu à Auxerre. Depuis cinq semaines que Mireille fait la grève de la faim dans l'église des Brichères, les motifs de son action ne sont plus ignorés. Un comité de soutien, auquel se sont jointes plusieurs organisations à l'exception du PCF et de l'UL-CGT, s'est créé pour populariser la lutte

de Mireille, car son histoire est exemplaire.

Licenciée depuis cinq ans du centre hospitalier d'Auxerre où elle travaillait comme agent hospitalier, Mireille Bressolles n'a jamais accepté cette décision arbitraire. Pendant cinq ans, elle a tenté tous les recours possibles se heurtant toujours au mur du pouvoir administratif.

Mireille Bressolles était membre du bureau de la section syndicale CGT que le directeur du CHA refusait de reconnaître. Selon le Livre Blanc publié par le comité de soutien : «Mireille pensait que le premier devoir d'un agent hospitalier n'était pas le devoir d'obéissance aveugle à ses chefs hiérarchiques, mais le souci du meilleur fonctionnement possible du service public. Et c'est ce qui l'amenait à s'opposer à certaines décisions de la direction, à protester, à contester, à réclamer, comme ils disent, l'obligation de réserve».

La direction reprochait à Mireille son caractère «hautain, autoritaire, prétentieux», en clair de refuser de se soumettre docilement à toutes les décisions. Tenir tête à la hiérarchie, c'est encore plus intolérable de la part d'une femme. «Mme Bressolles, vivant seule avec un enfant, qui tenait tête à ses chefs de service hommes sur le plan professionnel, lui refusait leurs avances, ne pouvait, à leurs yeux, que passer pour un être anormal, dangereux, à éliminer ; ce qu'ils n'ont pas

hésité à faire !» lit-on dans le Livre Blanc.

Outre son manque de docilité, on reproche à Mireille d'avoir refusé de se présenter à une convocation de l'assistante de direction et d'avoir continué à travailler normalement malgré la décision de suspension prise à son encontre par le directeur du CHA avant le conseil de discipline.

Le Conseil de discipline s'est réuni en l'absence d'un des représentants du personnel et a licencié Mireille. Mais malgré tous les vices de forme de cette procédure, ni le tribunal administratif, ni le conseil d'Etat n'ont voulu casser cette décision. Mireille a donc décidé de faire la grève de la faim. Son action a suscité un important soutien de la part des travailleurs d'Auxerre. A l'initiative du «groupe femmes» d'Auxerre et de la section CGT du centre hospitalier, un comité de soutien s'est créé. Une pétition pour la réintégration de Mireille a été massivement signée. Hier s'est tenue une conférence de presse à l'église des Brichères, jeudi

aura lieu un rassemblement 17 h 30, suivi d'une manifestation à la Bourse du travail à tation.

## Le viol de la jeune Danoise : l'IGS enquête

La jeune touriste danoise violée par un policier à la gare du Nord a repris le train pour le Danemark après le dépôt de sa plainte. Comme après toutes les affaires de ce genre, la police offre le spectacle de l'embarras. Sans vraiment nier les faits, elle les met en doute, jette la suspicion sur les déclarations de Bitten Mortensen et publie des communiqués contradictoires. La préfecture de police qui annonçait que l'Inspection Générale des Services était saisie de l'affaire déclare que «jusqu'à présent, rien n'a permis de mettre en cause des policiers». Mais, la police n'a pu jusqu'à présent apporter aucun démenti sur les accusations précises formulées par la jeune Danoise, sinon lui reprocher de n'avoir pas passé d'examen médical.

## St Quentin (Isère) : occupation d'école par les parents d'élèves

A St Quentin dans l'Isère, une centaine de parents d'élèves de la fédération Cornec occupent deux établissements scolaires, ils veulent réclamer la création d'un poste supplémentaire d'enseignant. Après une rencontre avec l'inspecteur primaire qui a simplement promis d'examiner la situation à la rentrée prochaine, les parents d'élèves ont décidé de continuer l'occupation des locaux.

## Moments d'une vie

Fréquentant, de 1925 à 1930, le groupe littéraire surréaliste, Prévert s'en distingue assez rapidement pour commencer une carrière au cinéma et au théâtre. Dans les années 30, avec le groupe Octobre, (Fédération du théâtre ouvrier), il tente de mettre sur pied une forme d'expression correspondant aux luttes de l'époque.

Dans les années suivantes, il collabore avec Marcel Carné au cinéma : «*Drôle de drame*», «*Quai des Brumes*», «*Les enfants du Paradis*», «*Les visiteurs du Soir*», «*Les Portes de la Nuit*», sont les films qui marquent cette époque de la vie de Prévert. Il participe cependant au travail de nombreux autres metteurs en scène.

C'est à partir de 1946 que «*Paroles*» révèle Prévert comme poète. Mises en musique par Kosma, ses chansons le font connaître à tous. Et sa poésie connaît un succès populaire sans équivalent pour ce genre à notre époque. Sentiments simples, dits en mots de tous les jours, mais aussi moments de révolte où passe la lutte des classes telle qu'elle a traversé son époque : le genre de Prévert a parfois fait faire la fine bouche aux critiques littéraires, mais il a su toucher les larges masses, en disant des choses de la vie où la réaction ne trouve pas son compte.



Prévert, entouré d'enfants, au cours d'une émission de télévision

# LA MORT DE JACQUES PRÉVERT

## Le paysage changeur

De deux choses l'une  
l'autre c'est le soleil  
les pauvres les travailleurs ne voient pas ces choses  
leur soleil c'est la soif la poussière la sueur le goudron  
et s'ils travaillent en plein soleil le travail leur cache le soleil  
leur soleil c'est l'insolation  
et le clair de lune pour les travailleurs de nuit  
c'est la bronchite la pharmacie les emmerdements les ennuis  
et quand le travailleur s'endort il est bercé par l'insomnie  
et quand son réveil le réveille  
il trouve chaque jour devant son lit  
la sale gueule du travail  
qui ricane qui se fout de lui  
alors il se lève  
alors il se lave  
et puis il sort à moitié éveillé à moitié endormi  
il marche dans la rue à moitié éveillée à moitié endormie  
et il prend l'autobus  
le service ouvrier  
et l'autobus le chauffeur le receveur  
et tous les travailleurs à moitié réveillés à moitié endormis  
traversent le paysage figé entre le petit jour et la nuit  
le paysage de briques de fenêtres à courants d'air de corridors  
le paysage éclipse  
le paysage prison  
le paysage sans air sans lumière sans rires ni saisons  
le paysage glacé des cités ouvrières glacées en plein été  
comme au cœur de l'hiver  
le paysage éteint  
le paysage sans rien  
le paysage exploité affamé dévoré escamoté  
le paysage charbon  
le paysage poussière  
le paysage cambouis  
le paysage mâchefer  
le paysage châtre gommé effacé relégué et rejeté dans l'ombre  
dans la grande ombre  
l'ombre du capital  
l'ombre du profit  
Sur ce paysage parfois un astre luit  
un seul  
le faux soleil  
le soleil blême

le soleil couché  
le soleil chien du capital  
le vieux soleil de cuivre  
le vieux soleil clairon  
le vieux soleil ciboire  
le vieux soleil fistule  
le dégoûtant soleil du roi soleil  
le soleil d'Austerlitz  
le soleil de Verdun  
le soleil fétiche  
le soleil tricolore et incolore  
l'astre des désastres  
l'astre de la vacherie  
l'astre de la tuerie  
l'astre de la connerie  
le soleil mort.

Et le paysage à moitié construit à moitié démolit  
à moitié réveillé à moitié endormi  
s'effondre dans la guerre le malheur et l'oubli  
et puis il recommence une fois la guerre finie  
il se rebâtit lui-même dans l'ombre  
et le capital sourit  
mais un jour le vrai soleil viendra  
un vrai soleil dur qui réveillera le paysage trop mou  
et les travailleurs sortiront  
ils verront alors le soleil  
le vrai le dur le rouge soleil de la révolution  
et ils se compteront  
et ils se comprendront  
et ils verront leur nombre  
et ils regarderont l'ombre  
et ils riront  
et ils s'avanceront  
une dernière fois le capital voudra les empêcher de rire  
ils le tueront  
et ils l'enterrent dans la terre sous le paysage de misère  
et le paysage de misère de profits de poussières et de charbon  
ils le brûleront  
ils le raseront  
et ils en fabriqueront un autre en chantant  
un paysage tout nouveau tout beau  
un vrai paysage tout vivant  
ils feront beaucoup de choses avec le soleil  
et même ils changeront l'hiver en printemps.

Jacques PRÉVERT

## LE CHEF DE L'ÉTAT RWANDAIS EST ARRIVÉ A PARIS POUR UNE VISITE OFFICIELLE DE 3 JOURS

Dans le cadre de la «coopération», l'impérialisme français est devenu le 5<sup>e</sup> partenaire du Rwanda comme client et fournisseur. Depuis 74, le taux des exportations françaises vers le Rwanda n'a cessé de croître dans le commerce extérieur de ce pays ; en vertu

de l'accord-cadre de 70, des «coopérants» français sévissent à l'université nationale et à l'institut pédagogique de Kigali, cependant que les importations françaises de tungstène et de café en provenance du Rwanda ont plus que triplé en trois ans.



## Afrique Australe

### OWEN S'ENTRETIENT AVEC LE FRONT PATRIOTIQUE

Owen, ministre britannique des Affaires Étrangères, est arrivé lundi à Dar es Salaam, capitale de la Tanzanie. Il y a rencontré Mugabe, l'un des leaders du Front Patriotique, qui mène la lutte armée pour la libération du Zimbabwe contre le régime raciste de Rhodésie. Mais les propositions d'Owen - convoquer une conférence constitutionnelle sans préliminaires - sont bien peu convaincantes sur la capacité qu'a aujourd'hui la Grande Bretagne d'obliger Smith à effectuer un trans-

fert total du pouvoir à la majorité noire du Zimbabwe.

C'est ce qu'a souligné le Front Patriotique à l'issue de ces entretiens : «Le Front Patriotique demeure convaincu que le conflit du Zimbabwe ne peut être résolu que sur le champ de bataille» a-t-il fait savoir dans un communiqué... Les Britanniques, une fois de plus, ne semblent ni convaincus, ni bien résolus sur la façon de remettre effectivement le pouvoir entre les mains du peuple du Zimbabwe.

### LES BAHAMAS : POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA ZONE DE 200 MILLES MARINS

Le gouvernement des Bahamas a décidé d'établir une zone économique de 200 milles marins, pour protéger les ressources mariti-

mes, face au pillage américain.

### PAKISTAN :

La police pakistanaise a fait de nouvelles victimes, lundi, en ouvrant le feu sur des manifestants. Bilan, sept morts, à Karachi.

Depuis lundi, la ville de

## Après la démission de Rabin

### l'État sioniste évite la crise gouvernementale

Après de fort longues discussions, le comité central du Parti Mapam a décidé de prolonger de six mois l'alliance qui le lie au parti travailliste et donc de rester dans la coalition gouvernementale en dépit du choix qui a été fait de Shimon Peres pour succéder à l'ancien leader démissionnaire du parti travailliste, Rabin. L'Etat sioniste échappe donc, pour l'instant, à une crise gouvernementale, qu'aurait inévitablement provoquée la rupture du «Maarach», qui le dirige depuis 69. Le parti Mapam, longtemps hostile au ministre Peres à cause de ses

positions dans le conflit contre les Palestiniens, a préféré éviter cette rupture pour ne pas affaiblir les travaillistes à quelques jours des élections, prévues pour le 17 mai.

Depuis sa désignation à la tête du parti travailliste, Peres, partisan d'une politique de colonisation accrue par l'Etat sioniste des territoires de la Palestine occupée, a multiplié les déclarations lénifiantes dans le but de donner l'impression de la «continuité». Rabin restera en place jusqu'aux élections, où il sera candidat sur les listes du parti travailliste.

Karachi, ainsi que quinze autres grandes villes du pays, étaient paralysées par la grève, appelée par l'Alliance nationale pakistanaise, rassemblement des partis d'opposition pour protester contre les massacres de samedi dernier qui avaient fait 33 morts à Lahore, et exiger la démission du gouvernement.

Dans un appel lancé lundi soir, l'Alliance nationale pakistanaise a demandé à la population de pratiquer la «désobéissance civile totale» : refus de payer l'impôt et les taxes, retrait des dépôts dans les banques, refus de paiement dans les transports publics, non remboursement des prêts consentis par des organismes d'Etat.

# INTERNATIONAL

## INTERNATIONAL

## RÉUNION DU BUREAU DE COORDINATION DES PAYS NON-ALIGNÉS A NEW DELHI

Depuis lundi, une réunion du bureau de coordination des pays non-alignés se tient à New-Delhi, pour examiner la mise en application des décisions prises au sommet de Colombo.

Au cours de la séance d'introduction, le premier ministre de l'Inde a souligné que «le mouvement des non-alignés se développe en dépit de certains et bénéficie aujourd'hui du soutien de la plupart des États du monde».

Mettant l'accent sur le fait que «notre voix devient de jour en jour plus puissante», il a rappelé que «la tâche qui s'impose aux pays non-alignés est de lutter contre la pauvreté par l'établissement entre nous de liens étroits de coopération et de collaboration. Nous devons résoudre par nous-même ce problème et non dépendre de la charité d'autrui».

En présence de 25 membres du conseil de coordination et de représentants de la République Populaire de Corée et d'autres pays, le président de la réunion a ensuite exprimé son soutien aux mouvements de libération des peuples d'Afrique Australe, à leur lutte contre le racisme et l'apartheid. Il a déclaré qu'Israël devait se retirer de tous les territoires occupés, que les droits inaliénables du peuple palestinien devaient être restaurés. «Il faut faire, a-t-il dit, «de l'Océan Indien une zone de paix et instaurer un nouvel ordre économique mondial».

## CORÉE : LES MANŒUVRES MILITAIRES DÉPLOYÉES PAR LA CORÉE DU SUD NE PEUVENT QU'AGGRAVER LA TENSION DANS LE PAYS

Le Comité Coréen pour la réunification de la Patrie a publié samedi un communiqué dans lequel il déclare que la Corée du Sud a intensifié récemment ses manœuvres militaires, et a condamné ces manœuvres comme un «jeu dangereux» qui accentue la tension dans le pays et fait peser de lourdes inquiétudes.

En effet, le 7 avril, des unités de l'armée fantôme de Pak Jung Hi ont, sous le commandement direct de ce dernier, participé aux manœuvres opérationnelles des forces armées terrestres, navales et aériennes des USA qui occupent la Corée du Sud. En même temps, la mobilisation des «forces de réserve» du pays a été décrétée pour se livrer, presque quotidiennement, à des manœuvres militaires dans toute la Corée du Sud, manœuvres qui prennent toutes le Nord du pays comme ennemi hypothétique.

La télévision française s'est d'ailleurs faite récemment, avec une rare impudence, la complice de ces manœuvres agressives, au cours d'un reportage télévisé assorti d'un commentaire crapuleux sur les prétendues agressions perpétrées par la Corée du Nord.

## AIDE FINANCIÈRE ACCRUE A L'ÉGYPTÉ DE LA PART DES PAYS ARABES

L'«office du golfe pour le développement de l'Égypte», organisme financier qui regroupe l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis, attribuera cette année deux milliards de dollars au Caire pour le paiement de ses dettes dont l'échéance survient en 77. Il a pris l'engagement de participer à «tout projet d'importance vitale pour l'économie égyptienne et à renoncer pour le moment au remboursement des prêts échus». Les pays membres de l'office avaient déjà fait, dans les banques égyptiennes, des dépôts dont le montant s'élève à trois millions de dollars. Le Caire a en outre bénéficié cette année de l'aide de nombreux autres pays arabes.

## Irlande

## DES MILLIERS A COMMÉMORER L'INSURRECTION DE 1916

### 31<sup>e</sup> jour de la grève de la faim des détenus républicains

Dans toute l'Irlande, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées durant ce week-end pour commémorer le lundi de Pâques 1916 où, du haut des marches de la poste centrale de Dublin, fut proclamée la République d'Irlande, par son gouvernement provisoire. A Belfast, ce sont plus de

30 000 personnes qui étaient massées dans Falls et Andersonstown Roads, à l'appel du Sinn Féin Provisoire; plusieurs milliers d'entre elles se retrouvaient au Cimetière de Milton en souvenir des patriotes tombés dans la lutte pour l'indépendance de l'Eire.

Le matin, une bombe posée par les services secrets des terroristes britanniques, les SAS, ou par les fascistes loyalistes de l'UFF (Ulster Freedom Forces), explosait au milieu du rassemblement organisé par la branche «officielle» (réformiste) de l'I.R.A., tuant un enfant de 10 ans et blessant très grièvement deux autres personnes, l'une ayant perdu une jambe et l'autre étant à l'agonie.

Alors que le Rassemblement des Provisionals prenait fin, celui des «officiels» arrivait au cimetière de Milltown. Quelques incidents mineurs éclatèrent entre les deux groupes lorsque soudain les «officiels» se mirent à tirer sur la foule au pistolet, blessant plusieurs personnes.

A Dublin, et dans tout le sud, plusieurs manifesta-

tions ont également commémoré ce lundi de Pâques, l'«Easter Monday». Là aussi les fascistes loyalistes se sont livrés à la provocation en faisant exploser 20 engins incendiaires dans la capitale. Chose que le gouvernement de l'État «livre» s'est empressé de mettre sur le compte de l'I.R.A. Provisoire alors qu'un homme arrêté samedi en possession d'engins incendiaires, a reconnu lundi, devant la Special Criminal Court, être membre de l'UDA (Ulster Defense Association), groupe fasciste para-militaire.

Transférés de la prison de Port-Laoise à l'hôpital militaire de Curragh, les 20 républicains du Sinn Féin Provisoire continuent la grève de la faim, qu'ils ont entamée, il y a maintenant 37 jours, pour mettre fin au régime dégradant et humiliant auquel ils sont soumis.

Les manifestations de solidarité ne font que s'amplifier: meetings, occupations de locaux gouvernementaux, etc. regroupant de plus en plus de monde. Plus personne n'ignore la torture, les fouilles, les matraquages dont sont victimes les républicains au Sud, c'est de cela que le gouvernement a peur et, non content de l'état d'urgence en vigueur depuis septembre et des lois «spéciales», il menace encore plus; ainsi vient-il d'interdire une manifestation qui doit se dérouler samedi à Dublin en soutien aux grévistes de la faim et contre la répression, menaçant d'arrêter et de faire comparaître en cour criminelle les manifestants.

Quand on sait que l'on est détenu pendant des mois parce qu'un policier pense que vous pouvez appartenir à l'I.R.A., qu'à un contrôle

britannique dans le Nord de l'Irlande, vous voyez la photo que vous avez envoyé aux autorités du Sud pour rendre visite à un parent détenu! Que le chômage touche dans les 18% de la population de la République et que l'inflation annuelle y a un taux de 30%, rien d'étonnant que le «centre d'intérêt» se déplace du Nord au Sud car, malgré toutes les lois d'exception d'un gouvernement fascisant qui n'hésite pas à déclarer par la bouche de son ministre des Communications que «ce peuple a besoin de censure», la révolte du peuple irlandais ne cesse de grandir, on ne pourra plus la museler longtemps, car il n'accepte plus ce qui se fait «en son nom» par un gouvernement totalement dévoué à son maître: l'impérialisme britannique.

Sébastien GWELTAZ

## Négociations SALT

## LA CONTROVERSE S'ACCROIT

### ● AUX USA ● AVEC L'URSS

Après les déclarations de Carter, selon lesquelles les USA pourraient modifier leurs propositions en matière de désarmement, la controverse se développe aux USA et en Union Soviétique.

Alors que l'accord SALT 1 sur la limitation des armements stratégiques entre les USA et l'URSS expire le trois octobre, Warnke, le négociateur américain, a déclaré dimanche à la télévision US que les USA étaient prêts à «faire tout ce qui est nécessaire pour parvenir à la conclusion d'un accord équitable sur la limitation des armes nucléaires, même si cela demande une rencontre au sommet» entre Carter et Brejnev.

Carter s'est déclaré prêt à passer des «compromis». Vance a jugé nécessaire de préciser que ces compromis ne toucheraient pas à l'«essentiel» des positions américaines. Mais dans les milieux US, on s'interroge beaucoup sur l'interprétation qui sera faite de ce qui est «essentiel». D'ores et déjà, il semble que les «faucons» qui aujourd'hui soutiennent le «plan compréhensif» de Carter, pourraient lui retirer ce soutien si les compromis allaient trop loin, et empê-

cher la ratification de l'accord par le Sénat.

Alors que des rapports récents signalent que l'URSS est en passe d'acquiescer à une «supériorité militaire» absolue, on doute aux USA que le nouveau recul américain soit de nature à provoquer un assouplissement des positions de l'URSS.

A Moscou, l'agence Tass a en effet violemment attaqué les déclarations de Warnke selon lesquelles un échec des futures négociations URSS-USA sur les armes pourrait entraîner une intensification de la course aux armements. «On a déjà proféré de telles menaces à Washington dans le passé» a déclaré l'agence.

Cependant que Carter continue d'ignorer délibérément le lien établi sans équivoque par Brejnev entre la cessation par les USA de leurs déclarations sur «les droits de l'homme» en Union Soviétique et la poursuite des négociations sur le désarmement, la Pravda relance ses attaques contre les radios de propagande US en direction des Pays de l'Est, qui viennent de bénéficier d'importantes subventions de la part du gouvernement américain, et qu'elle accuse de «sabotage» et de violer les

accords d'Helsinki et s'ingérant dans les affaires intérieures de l'Union Soviétique.

## Nouvelles violations des eaux territoriales US par des navires soviétiques

Deux navires soviétiques ont été interpellés par les gardes côtes US alors qu'ils avaient violé les zones de pêche américaines de 200 milles, lundi. Le premier a été saisi et conduit dans le port de Boston, cependant que le second restait sous surveillance des gardes-côtes. Les deux bateaux transportaient des cargaisons de pêche très supérieures au quota qui leur est autorisé. Dans le premier cas, le bateau a été saisi. Dans le second, seule la cargaison a été retenue.

Les USA ont adressé une mise en garde à l'ambassade soviétique. «Si l'URSS veut empêcher une détérioration dans nos rapports, elle doit veiller à ce que ces faits ne se reproduisent plus».

## Rencontre Carter-Dobryny

Alors que la controverse se développe aux USA sur la question des propositions américaines pour la reprise des négociations SALT, sur le désarmement, l'ambassadeur soviétique à Washington, Dobryny, a été reçu mardi après-midi par Carter. Il devait examiner les propositions des deux États pour la reprise de négociations qui devraient avoir lieu à Genève le mois prochain.

Dans la matinée, Carter a fait savoir que des négociations secrètes étaient en cours, sur la question des armes chimiques. L'URSS souhaiterait une interdiction pure et simple de leur utilisation, cependant que les USA voudraient qu'elles soient placées sous un contrôle très strict.

# AVEC LES DANSEURS DU BALLET DE CHANGHAÏ l'art du ballet bouleversé par les paysans

Grégoire CARRAT

«Nous avons eu plus de 800 représentations, rien que sur le théâtre, mais nous ne comptons pas les très nombreuses représentations que nous avons données dans les villages et dans les usines.»

Le visage des danseurs s'éclaire quand ils racontent :

«Nous avons donné une fois le spectacle sur une aire proche d'une grande usine, il y avait 20 000 spectateurs, il y en avait même sur le toit des immeubles. Ce succès nous a convaincus de la justesse de notre choix de

créer un ballet révolutionnaire. Par notre pratique, nous avons appris la justesse de la thèse exprimée par Mao Tse Toung : tout ce qui est bon à l'étranger ou dans le passé, il faut l'analyser pour l'adapter car cela sert la lutte actuelle.»

Comment faire d'une forme aristocratique un art populaire représenté dans les usines, apprécié des plus larges masses ? Comment faire d'une forme étrangère une création chinoise, c'est cela l'expérience des artistes des ballets de Changhaï.

«En fait, nous avons poursuivi une expérience depuis le début pour mettre en application le principe que ce qui est ancien serve le nouveau, que ce qui est étranger serve le national» dit la scénariste Mme Wu Jung-jung.

«Est-ce que nous pouvions assimiler des choses bonnes d'un art comme le ballet, réservé autrefois à l'aristocratie, pour représenter des paysans et des ouvriers ? L'art est une arme pour servir à l'unité entre les paysans et les ouvriers et l'on ne peut utiliser cette arme en se contentant de transposer», renchérit Tong Hsi Lin, le danseur.

«Au début, cela n'a pas été facile. Lorsque nous avions de bonnes relations avec l'URSS, nous avions invité des professeurs de ballets soviétiques à venir à Changhaï. Et notre répertoire se composait uniquement de quelques actes du Lac des Cygnes que nous avons commencé à présenter. A la troupe de Pékin, ils avaient tout le répertoire, «le Lac des Cygnes», «les Corsaires», «Notre Dame de Paris». Cela n'avait guère de succès et nous avons affaire à des réactions comme celles des parents de Lin.

Aussi des discussions animées ont-elles agité l'école quand Mao Tsé-toung, en décembre 1963, a donné d'importantes directives sur la littérature et l'art, et dénoncé le fait que la scène



Hsi Eul dans la tempête : créer de nouveaux mouvements

était occupée par les empereurs, les reines, les rois et les belles dames pour le plaisir des intellectuels érudits. De là, notre réflexion pour savoir comment faire du ballet une forme populaire. On a d'abord pensé à monter un spectacle sur la vie des ouvrières du textile.

Puis, on pensa à «la fille aux cheveux blancs», l'opéra déjà populaire. Le rôle principal était tenu par une femme, les péripéties pouvaient être reflétées par l'art du ballet, aussi à partir de 1964, avons-nous commencé à travailler à ce spectacle.

## UNE FORME A RECRÉER

«Les problèmes furent nombreux au cours de la création. L'art de danser occidental dans son ensemble, ne permettait pas de refléter fidèlement les paysans et les ouvriers chinois. Certaines formes comme les pointes, les jetés, les pirouettes pouvaient être adoptées, d'autres devaient être transformées, le geste de la grâce de la concubine du théâtre aristocratique devait être transformé en mouvement de lutte de la jeune travailleuse». Tong Hsi Lin et Wu Jung-jung expliquent avec animation tout en exécutant les mouvements pour rendre sensible la transformation qu'ils ont apportée aux formes les plus classiques du ballet. Le poing se ferme ; au lieu de la main abandonnée, le doigt se dresse accusateur ; d'expression de la soumission de la femme, le mouvement devient l'expression de la révolte quand Hsi Eul l'exécute pour envoyer à la tête du maître qui tente de la violer un encensoir, l'expression de la détermination quand «la fille aux cheveux blancs» radieuse brandit son fusil.

«Mais les formes mêmes du ballet ne suffisent pas. Nous avons repris des figures de l'opéra traditionnel chinois. A l'acte 1, pour figurer la lutte entre les paysans et les hommes de main du propriétaire foncier,



Hsi Eul prend le fusil. Le geste de la soumission de la femme est devenu celui de la détermination

nous avons intégré les mouvements de saut périlleux des danses traditionnelles. Le mouvement qu'exécute un des hommes de main à l'acte 3 pour figurer que Hsi Eul s'est noyée dans la rivière n'existe que dans les danses chinoises, de même lorsque Hsi Eul s'approche de son père mort, elle utilise un mouvement à genoux qui n'existe qu'en Chine.

## LA CRÉATION D'UN VOCABULAIRE CHORÉGRAPHIQUE

«Mais les formes occidentales, les mouvements du théâtre chinois ne suffisent pas encore, aussi, avons-

nous créé des mouvements à partir de la vie réelle. Nous sommes allés avec les soldats pour mettre au point la danse des soldats. Quand Hsi Eul lutte contre le vent, qu'elle essaie de traverser, ce sont des mouvements sur les pointes combinés à une reprise de la vie réelle. Le principe qui nous a guidés pour unifier tout cela, c'est que le mouvement doit refléter exactement le contenu que nous voulons lui donner, qu'il doit refléter la réalité. Nous avons ainsi créé notre vocabulaire chorégraphique. Dans son ensemble, c'est un ballet, mais il revêt déjà un caractère national chinois.»

Le danseur Ling Kuei-ming  
et ses parents :  
«Maintenant, on comprend  
ce que tu dances...»



Ling Kuei-ming dans le rôle de Ta Tchouen. Une danse qu'on comprend

«Nous avons connu des vicissitudes au début de la troupe lorsque nous jouions le répertoire classique, raconte M. Ming Po. Les réactions du public étaient plutôt froides. Ling Kuei Ming, qui joue le rôle de Ta Tchouen, le voisin de la fille aux cheveux blancs, commandant dans la VIII<sup>e</sup> Armée de route, jouait dans «le Lac des Cygnes». Il avait invité ses parents, des paysans pauvres à venir assister au spectacle. Leurs critiques étaient très acerbes. «C'est-ce que tu dansais là ? Pourquoi est-ce qu'on ne nous voit pas, nous les ouvriers et les paysans ? Mao Tsé-toung a dit en réponse à la question «Qui servir, que vous deviez servir les ouvriers et les paysans. Avec de tels spectacles qui servez-vous ?»

Mais lorsqu'elle fut invitée à la représentation de «la fille aux cheveux blancs», sa mère ne lui demanda plus de revenir à la campagne comme elle l'avait fait la première fois. Elle lui recommanda de s'appliquer à bien danser, «car maintenant, c'est ce que tu dances».

## LA VIE QUOTIDIENNE DES DANSEURS DE LA TROUPE

«La contradiction entre les exigences d'un entraînement très poussé pour la danse et la nécessité de mener des enquêtes, de maintenir des liens étroits avec les ouvriers, les paysans, est facile à résoudre parce que nous travaillons des pièces liées à la réalité que nous connaissons bien. Non seulement les chorégraphes, les scénaristes, les artistes conçoivent collectivement les mouvements, mais les masses également participent, aident de leurs propositions à bien arranger le spectacle. Grâce à ces contacts permanents, non seulement on travaille mieux sur le plan de notre technique, mais en plus on est imprégné de ce que nous devons représenter ; quand on a entendu les récits des paysans sur le passé, on a toujours à l'esprit leur histoire», explique Tong Hsi-lin.

«Nous avons un emploi du temps bien organisé pour mener de front tous les aspects de notre

travail, ajoute Mme Wu Jung-jung. Chaque matin, nous nous entraînons, l'après-midi, nous étudions, nous rencontrons des paysans, des ouvriers, le soir nous nous entraînons ou nous répétons, ou nous donnons une représentation. L'entraînement se poursuit toujours, ajoute M. Meng Po, même lorsque les artistes font leur stage d'un mois à la production. Il est également demandé à chaque artiste de faire chaque semaine une demi-journée de travail manuel. Ainsi, nous lions le travail du spectacle à la conscience que les artistes doivent avoir de leur statut social : de simples travailleurs qui consacrent leur travail à la consolidation de la dictature du prolétariat. Chaque acteur peut être d'une représentation à l'autre tantôt héros, tantôt jouer un second rôle. Chou Hui-fen est tantôt «la fille aux cheveux blancs», tantôt un élément des masses».

# La Commune au jour le jour

Jeudi 13 avril 1871

Par Paule SACONNET



Un invalide des guerres napoléoniennes désignant la colonne Vendôme : « Mon fils, casse-lui une patte à cette bougre-là »

Poursuivant sa politique de nettoyage de la ville de ses symboles anti-peuples, la Commune promulgue ce jour le décret suivant : « Article unique. La colonne de la Place Vendôme sera démolie, considérant que la colonne impériale de la Place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la république française, la Fraternité.

(En effet, la colonne était enveloppée d'une couche de bronze provenant des canons pris à l'ennemi de Napoléon 1<sup>er</sup> et sur laquelle étaient gravées toutes les prouesses militaires impériales).



Une toile de Courbet qui fit scandale par son réalisme «vulgaire» : «Les criblées de blé».

La Commune poursuit la réappropriation de Paris par les travailleurs, dans tous les domaines, sans oublier celui des arts.

Dès le 6 avril, Courbet — élu au Conseil de la Commune — avait lancé un appel aux artistes : « Il est de toute urgence de rouvrir les musées et de songer sérieusement à une exposition prochaine : que chacun, dès à présent, se mette à l'œuvre, et les artistes des nations amies répondront à cet appel. »

Courbet faisait partie des opposants notoires aux différents régimes bourgeois : n'avait-il pas eu l'audace de peindre des travailleurs (comme « les casseurs de pierres », ou « les criblées de blé »), après la féroce répression de juin 48 ? N'était-il pas l'ami de Proudhon, de Vallès (dont il fit les portraits) ? N'avait-il pas jeté au nez de Napoléon III la légion d'honneur qu'il avait daigné lui accorder ? N'avait-il pas à Dijon fait une exposition en soutien aux mineurs en grève du Creusot ? Et, après la chute de l'Empire, n'avait-il pas eu le mauvais goût de publier des « Lettres à l'armée allemande et aux artistes allemands », avec des propos de ce genre : « Laissez-nous vos canons Krupp, nous les fondrons avec les nôtres ensemble ».

Ce 13 avril, donc, plus de quatre cents artistes vont se rendre à l'appel de la Commune, prévoir l'élection de leurs délégués et voter un projet de fédération où ils se donnent une triple mission : « la conservation des trésors du passé ; la mise en œuvre et en lumière de tous les éléments du présent ; la régénération de l'avenir par l'enseignement ».

En effet, les artistes « de la République communale » ne veulent pas se cantonner dans la production et la commercialisation de leurs œuvres individuelles, ils veulent aborder la globalité des problèmes artistiques, opérer une gestion, une réflexion collectives et participer au développement des activités culturelles au sein des masses (cours de dessin, de modelage à l'école primaire ; conférences ; expositions ; échanges internationaux).

Conseillée, une brochure publiée par « leuple prend la parole » : « Courbet et les artistiques de son temps ». Pour l'obtenir envoyer 2 en timbres à LPLP BP 52 - 75521 cédex 11.

# DANS NOTRE COURRIER

La Commune au jour le jour

## REND PLUS PROCHE LA 1<sup>ère</sup> EXPERIENCE SOCIALISTE

Très bonne initiative que cette « Commune au jour le jour » que nous offre le Quotidien depuis le 18 mars. La présentation est très claire : beaucoup de documents, dessins, photos de l'époque entrecoupés du récit des principaux événements de la journée.

Ce « feuilleton » est un bon moyen de faire connaître largement et de manière attrayante un des moments forts de l'Histoire de France, vue du côté des travailleurs, du peuple.

La trame historique de ces 71 jours de première expérience de dictature du prolétariat apparaît ici nettement. Elle me paraît un excellent soubassement pour mieux comprendre les leçons théoriques qui ont été tirées de la Commune de Paris par Marx et Lénine.

Ce qui apparaît bien, c'est tout l'aspect démocratique, au service des travailleurs qu'était ce nouveau pouvoir : à travers les anecdotes sur la vie du peuple à Paris, à travers les décrets, les débats.

La première expérience socialiste est ainsi rendue plus vivante et plus proche. Je voudrais ici juste soulever deux points parmi ceux qui sont cités dans cette série. Ainsi P. Sacconnet parle (mercredi 5 avril 1871) de la « campagne de conciliation » organisée par les maires « républicains modérés » et indique que la Commune refuse cette conciliation (« la conciliation, c'est la trahison »). Il me semble que ce refus de soumission aux

« républicains modérés » est très important. C'est bien la victoire de la Commune sur cette tendance à la conciliation, présente même en son sein, qui a fait de la Commune, pas seulement une administration dont, au fond, les bourgeois de Versailles auraient pu s'accommoder, mais le pouvoir révolutionnaire du prolétariat. Et on le voit bien avec l'échec des Communes de Province telles celles de Lyon ou St Étienne : c'est, pour une large part, le manque d'une ligne politique clairement prolétarienne, la soumission aux intérêts de bourgeois radicaux (mais sans plus) qui ont empêché les Communes de Province de franchir le pas décisif. L'enjeu du refus par la Commune de Paris, de « la conciliation » avec les maires républicains, n'est autre au fond que : réformisme ou révolution... Et la Commune de Paris, a, là, très nettement, tranché en faveur de la révolution.

Il est intéressant aussi de voir l'enjeu des débats présents dans le peuple, par exemple sur la question du mode des élections (feuilleton du samedi 25 mars 1871) : « vote à bulletin ouvert » (et non secret) et le nombre de délégués proportionnel au nombre d'habitants. Étant donné le renouveau donné par les partis bourgeois aujourd'hui à cette question du soutien « à la proportionnelle », il aurait fallu souligner la cause des changements apportés par le Comité Central des 20 arrondissements en vue de l'élection de la Commune.

C'est avant tout le souci de donner au peuple toute sa place, alors que les découpages géographiques de circonscriptions favorisaient les arrondissements les moins peuplés, et les plus riches. Là encore s'exprime un des éléments qui ont fait de la Commune un pouvoir qui

soit réellement la volonté du peuple.

Ce sont là quelques réflexions que soulève cette colonne quotidienne sur la Commune. Elle permet de mieux voir l'intérêt d'une rubrique régulière sur l'histoire du mouvement ouvrier. A.F. Paris 19<sup>e</sup>

### « Camoufler le chômage »

CHERS CAMARADES,

A la suite de l'article paru dans le QdP d'aujourd'hui sur « le congé sans solde = camoufler le chômage et l'augmenter », j'ai eu envie de vous écrire pour vous relater un petit fait « significatif ».

Je me suis rendue dernièrement à une convocation du bureau « d'aide sociale ». Quand j'ai dit à l'enquêteur que j'étais inscrite à l'ANPE sans toucher d'indemnités, savez-vous ce que ce monsieur a trouvé à dire ?

Tout simplement que

ça ne servait à rien d'être sur les listes de l'ANPE si on n'avait pas droit à des indemnités de chômage.

Et voilà, le tour est joué ! Restez dans vos foyers, mesdames ! Ça fera baisser le nombre des chômeurs et vous n'aurez plus à revendiquer des crèches supplémentaires !

Cette leçon de M. Barre, certains enquêteurs dits « sociaux » l'ont parfaitement bien retenue !

Salutations communistes

C.N.



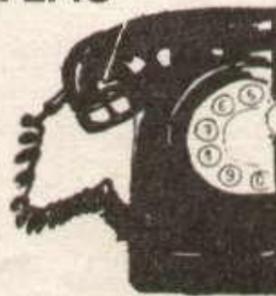
### A Nancy

Projection des films de la série :  
COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES  
Samedi 16 et dimanche 17 avril  
à la MJC RENCONTRES, rue Jean Moulin à Tomblaine  
Du mardi 19 au vendredi 22  
à la SALLE MIENVILLE (Hôtel de Ville de Nancy)

Samedi 23 avril à 20 h 30  
REUNION-DÉBAT sur  
l'édification du socialisme en Chine  
à la faculté de Droit - Salle DR 01, rue de Serre - Nancy  
Organisée par la section du PCRml de Nancy

### NOTRE NOUVEAU NUMÉRO :

636.73.76.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 15  
Crédit Lyonnais, Agence 2U 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

### ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE 1 AN 300 F

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
Abonnement normal : 300 F  
Abonnement de soutien : 500 F  
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :  
en une fois .....  
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

72<sup>e</sup> épisode

Etienne descendait de la montagne avec Fabien. Ils avaient laissé Emeline et Laure à la grotte avec du pain, du lard et deux bonbonnes d'eau. Fabien, son fusil sur le dos, furetait à droite, à gauche. Il s'arrêtait de temps à autre pour écouter.

— A la lisière du bois, fais attention, petit. Les Allemands tirent sur les gens qu'ils voient descendre.

Fabien accrocha son fusil dans un arbre et se mit à ramper. Il portait son vieux complet, un chapeau de feutre, mais le tout était si vieux, si gris d'âge, que Fabien se confondait avec les rochers.

Chez la Mémé, dans la grange, Terro gisait dans le foin, les lèvres enflées par la soif, évanoui, noir, souriant.

Dans la nuit, il fallut à Fabien et à Etienne six heures pour monter à la grotte avec Terro qui ne pouvait plus marcher. Aburi de fatigue et d'émotions, Etienne avait le visage en sang, les yeux exorbités, la chemise déchirée par les branches et les ronces qui l'accrochaient dans le noir. Ses chevilles se tordaient entre les pierres. Il se mordait les lèvres pour ne rien dire devant Terro, dont la gêne se traduisait en excuses :

— Mon pauvre Etienne ! Un grand garçon comme moi ! Pas pouvoir marcher !

Fabien connaissait si bien le chemin, qu'il évitait les secousses. Quand la pente n'était pas trop rude, il faisait asseoir Terro sur son fusil. Etienne tenant le canon et Fabien la crosse, ils portaient ainsi l'Espagnol.

Terro, lavé, pansé, soigné par la Mémé, était moins faible qu'accablé de sommeil. A chaque instant, sa tête retombait sur son épaule. Il ne pesait guère à porter.

Fabien repartit immédiatement, laissant Etienne, trop fatigué pour redescendre, dormir dans la grotte. Le garçon s'allongea sur le rocher, éprouvant une joie aiguë dans tout le corps.

Laure, mourant d'envie, regardait Emeline et Terro. D'abord, Emeline s'affola :

— Qu'est-ce qu'il a ? Qu'est-ce qu'il a ?

Etendu sur une couverture, Terro ouvrit enfin les yeux :

— Qu'est-ce que tu as, Terro ?

Ses lèvres éclatées lui firent mal, quand il essaya de sourire. Il regardait la jeune fille comme un enfant regarde un jouet retrouvé : avec la même joie simple.

Elle pencha sur lui son visage inquiet et murmura :

— Terro, comment t'appelles-tu ?

Il eut l'air un instant étonné, puis répondit :

— Luis Miguel !

Les yeux d'Emeline s'éclairèrent. Elle répéta :

— Luis Miguel !

Enfin, le sort était conjuré ! Terro passait de la fiction à la réalité. Il devenait un homme qui avait d'abord été un enfant : Luis Miguel ; qui était allé à l'école : Luis Miguel ; que sa mère avait appelé Luis Miguel. Il ne faisait plus uniquement partie de ce cauchemar et, s'il avait un passé, il avait aussi un avenir. Emeline posa sa main sur la main droite de Terro et s'allongea près de lui.

A midi, Etienne rentra à la ferme. Dans la cour, sa mère, déguisée en paysanne, lavait du linge. Elle avait pris l'une des robes de Laure et noué un hchu sur sa tête. Seulement, dès qu'une mèche venait flotter sur ses yeux, elle la rangeait avec deux doigts, d'un geste très parisien. Elle travaillait de son mieux pour remplacer Laure auprès de la Mémé. Le travail n'arrivait pas à écarter une pensée qui l'obsédait :

— Si seulement nous étions dans un mois...

Dans un mois, ou les Allemands seraient partis, ou tout le monde serait mort. Et dans ce cas, les souffrances de tous seraient passées. Il n'y aurait plus la peur, la douleur, l'agonie devant la mort.

Les Allemands vinrent chez les Catillon. Ils vinrent demander qui habitait la maison, en haut du raidillon.

— Des Parisiens, répondit la Mémé.

— Et que faisaient-ils, ces Parisiens ?

— Est-ce que je sais, moi, ce que font des Parisiens ?

— Ach, Ach, répondit l'interprète. Maquis, Kaput.

Haus brûlé, Alles brûlé.

Hélène fut obligée de s'asseoir.

Lorsque Etienne apprit cela, il remonta le chemin, comme s'il allait chez Jouclar. Une compagnie d'Allemands occupait la maison et, sur le pas de la porte, un sous-officier lisait *Les Vies de Plutarque*, dans la traduction d'Amyot.

Quelques kilomètres plus haut, une patrouille allemande avait découvert vingt-quatre blessés, dans la grotte de Luire. A coups de mitraillette, on les avait achevés.

(à suivre)

## LE FRONT POPULAIRE

Vu par Claude Santelli

La prétention de Claude Santelli est de faire œuvre d'historien, et ce n'est pas pour rien que sa série s'intitule « la légende du siècle ». Ranger le Front Populaire dans les rayons de l'histoire, c'est déjà quelque chose de difficile. Le traiter en plus de la même manière que l'histoire bourgeoise telle qu'on l'enseigne dans les manuels, c'est tout simplement falsifier les faits. C'est une vaste entreprise de falsification qu'il nous a été donné de voir l'autre soir à la télévision, falsification pas gratuite d'ailleurs, nous le verrons plus loin.

Comme dans tout « traitement » de l'histoire, il faut saupoudrer les commentaires et les analyses de faits, en l'occurrence d'images. Grâce à ces images, et par intermittence, nous avons eu l'occasion de constater un peu ce qu'a été 36 et le Front Populaire : des foules immenses chantant l'Internationale et levant le poing (ce qui est un démenti cinglant aux propos de Marchais assurant que le poing levé n'est pas une tradition de notre peuple), les occupations d'usines et l'organisation des grèves, et aussi les discours, tantôt mielleux, tantôt pathétiques, d'un Blum ou d'un Thorez. Entendre Blum terminer son discours par « vive l'unité prolétarienne, vive la république ouvrière », Thorez appeler « enfin, la réunification des deux partis de la classe ouvrière dans un grand parti unique », les trotskistes titrer leur feuille hebdomadaire « la révolution a commencé », voilà les vrais témoignages de l'histoire, voilà ce qui aurait mérité un débat et une analyse. A côté de cela, qu'a-t-on vu ?

D'un côté, des masses qui ne sont là que comme masse de manœuvre, dont le seul intérêt est de descendre dans la rue quand on le leur demande, et de l'autre des « penseurs », des « théoriciens » qui n'auraient pas agi en fonction d'intérêts de classe, mais simplement mus par leurs « sentiments » et les élans de leur cœur.

Selon la présentation qui était faite de cette période, que s'est-il passé après les émeutes fascistes de février 34 ? Non pas l'unité des travailleurs pour lutter contre le fascisme mais les retrouvailles de politiciens qui, tous, avaient été profondément peints par la scission de Tours en 1920 ! D'où viennent les « accords Matignon » qui allaient consacrer la semaine de 40 heures, les congés payés et d'autres avantages ? Pas du résultat d'une vague sans précédent de luttes et d'occupations d'usines, mais de l'aboutissement d'une tradition socialiste, engagée par Jaurès avec la création d'une coopérative ouvrière à Albi au début du siècle, et dont Blum est le continuateur zélé. Quant aux patrons, figurez-vous qu'ils n'ont pas été vaincus par un rapport de force, ils ont simplement été pris d'un geste humanitaire (un des témoins de ces négociations de Matignon n'a-t-il pas rappelé que voyant la feuille de paie d'un travailleur, un patron aurait dit « nous avons fait ça ? »). La non-intervention en Espagne, ce n'est pas le résultat d'une politique bourgeoise consistant à reculer devant le fascisme hitlérien, c'est le fruit d'une trop longue hésitation de Blum, torturé en son for intérieur, et

finalement plus victime que le peuple espagnol lui-même !

Avec « la légende du siècle », on est en face d'un nouveau type d'émission télévisée. On est loin des diatribes haineuses d'un Frossard, on est loin des caricatures que nous donnait la télévision depuis une vingtaine d'années. Claude Santelli est « de gauche », et la vision du Front populaire auquel nous

le Front populaire, c'est d'abord Blum, « extraordinairement intelligent » penseur suprême, figure historique du socialisme français. Blum, c'est le successeur de Jaurès, « car le peuple de France s'écrit ainsi des socialistes de génie ». Et François Mitterrand d'apparaître. A chaque génération, son leader socialiste, son grand homme d'État. La démonstration y était faite. Avec un « couac » cependant : pour donner un peu



avons eu droit est celle de la bourgeoisie de gauche. D'ailleurs, tous les politiciens bourgeois de gauche étaient mobilisés pour la circonstance : Rocard, qui se rappelle ses souvenirs d'enfance où sa classe l'appelaient à se méfier du peuple, alors que lui « éprouvait une sorte de fascination devant cette masse », Martinet, ex-PSU, aujourd'hui au PS, et à cette époque aux JC, Régis Debray, Laurent Salini, Georges Cosnat et bien sûr Mitterrand... Nous y voilà. Selon cette émission,

de rigueur à l'émission, il fallait bien aussi évoquer la fin du Front Populaire, et par conséquent, de manière feutrée certes, les erreurs, les responsabilités d'un Blum ou d'un Thorez. L'image des réfugiés espagnols franchissant la frontière française et pénétrant dans le camp de concentration d'Argelès, c'est cela la conséquence de la politique de Blum, et c'est ainsi qu'a disparu à l'époque l'espoir des travailleurs français.

Nicolas DUVALLOIS

### Programme télé

MERCREDI 13 AVRIL

#### TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Les patapluches  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Les lettres volées  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Les jeudis d'Adrienne. *Dramatique*  
22 h 00 - Médicale. *Les cancers et leurs traitements*  
23 h 00 - TF 1 actualités

#### A 2

18 h 45 - Flash information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Flash information  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Le journal  
20 h 30 - Capitaines et rois. *Série américaine*  
21 h 25 - Le magazine d'actualité  
23 h 00 - La grande parade du jazz  
23 h 30 - Les nouvelles

#### FR 3

18 h 45 - Feu rouge, feu vert  
19 h 05 - Une façon de vivre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Fugue à Waterloo. *Téléfilm*  
21 h 40 - FR 3 actualités

JUSTICE AU QUOTIDIEN

Enquête de Serge LIVET

# les multiples rouages de la "broyeuse"



Appareil archaïque et vétuste, inadapté aux besoins du capitalisme monopoliste d'État, l'appareil judiciaire, est l'objet depuis trente ans d'une série de réformes qui n'ont guère remédié à son archaïsme mais institué de nouvelles instances spécialisées, dites d'exception.

• Les conseils de prud'hommes sont chargés de conflits entre patron et ouvriers.

• Les tribunaux paritaires des baux ruraux se prononcent sur les différents relatifs aux fermages.

• Les tribunaux de commerce examinent les affaires commerciales : faillites, liquidations judiciaires... Les juges des tribunaux de commerce sont élus par les commerçants.

Cette spécialisation vise à adapter l'appareil judiciaire aux besoins de la bourgeoisie. Dans les tribunaux de commerce, ou dans les sections financières, elle règle en petit comité, entre crabes du même panier ses litiges, la justice y est clémente. D'autre part, d'autres instruments répressifs sont forgés ou exhumés et adaptés pour réprimer les travailleurs : injonctions de payer, flagrants délits, ordonnance sur requête, procédures d'expulsion en référé...

Le jugement des grandes affaires criminelles fournit à la majeure partie de la presse un important contingent d'articles et bien souvent ses grands titres. Récemment l'affaire des époux Willoquet, minables Bonnie and Clyde, en fut un exemple éloquent. Le goût de cette presse pour le sensationnel y trouve de quoi se satisfaire. Parler de cette justice-là, permet de laisser dans l'ombre une autre justice, moins spectaculaire, mais qui concerne au premier chef les travailleurs : la justice qui expulse, saisit, inflige chaque jour des peines de prison pour des petits délits.

Pour être moins spectaculaire, cette justice-là n'en est pas moins efficace, c'est elle qui accomplit toutes les basses œuvres de la classe dominante en condamnant ceux qui contreviennent à son «ordre public» et en contraignant les

travailleurs à respecter les intérêts des exploités, avec le concours de la police. Malgré ses grands principes, la Justice n'est qu'un rouage particulier de l'appareil de répression entre les mains de la bourgeoisie. L'appareil judiciaire actuel est né de la Révolution de 1789, puis codifié et structuré par Napoléon. De la Révolution, il a emprunté ses grands principes : «égalité de tous les citoyens», «droit à la défense», «contrôle populaire sur les décisions»; le magistrat prononce ses jugements «Au nom du peuple français»...

En fait la défense de la propriété bourgeoise, tel est le rôle essentiel de cette justice du quotidien, dont nous exposerons certains aspects, qui se fait de plus en plus pesante, en même temps que s'accroissent les difficultés des gens au pouvoir à gouverner.

Placé au-dessus du peuple, marque de son caractère bourgeois, l'appareil judiciaire est éminemment complexe, et de toutes les réformes apportées sous les prétextes de simplification n'ont fait qu'accroître cette complexité.

L'appareil judiciaire s'ordonne autour de deux grands axes : niveau et compétence. Il y a trois niveaux : la première instance, l'appel et la cassation.

Un des principes de la justice en France est la possibilité de recours. D'après ce principe, il est presque toujours possible de faire appel d'un jugement. L'appel renvoie l'affaire devant un second degré de juridiction : la cour d'appel.

LA COUR D'APPEL

Il y en a une par région judiciaire. La cour d'appel peut rendre un arrêt différent du tribunal de première

Ainsi, la condamnation à la réclusion à perpétuité de Goldman a-t-elle été cassée parce qu'il manquait une signature selon la cour de cassation, en fait parce que cette condamnation avait suscité une vaste indignation et que le pouvoir voulait éviter que se développe le mouvement de contestation de la justice. Lorsqu'un jugement est cassé, l'affaire est rejugée par une cour d'appel différente de la première.



Tribunal de commerce

contraventions qui ressortent du pénal.

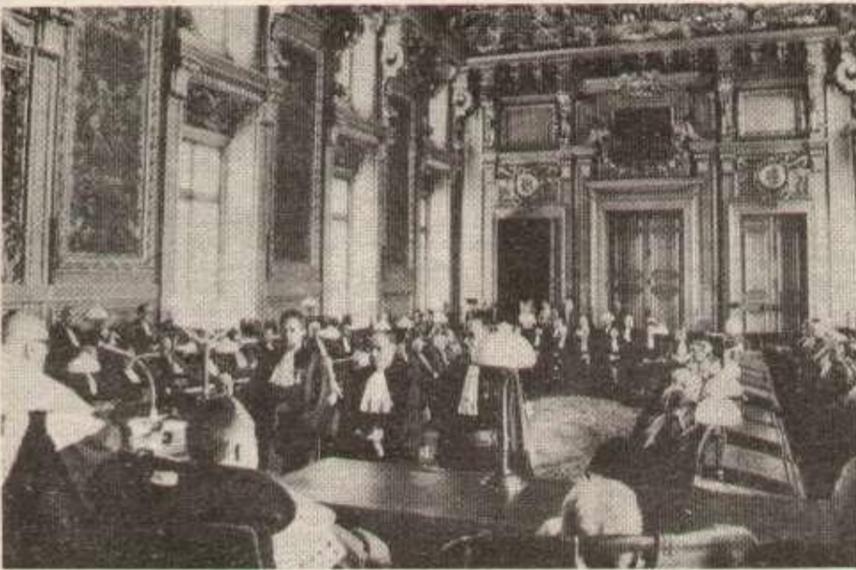
LE PÉNAL

Au pénal, sont jugés les délits, la justice pénale est répressive, elle inflige des peines. En fait cette distinction civil, pénal est assez théorique. S'il est vrai que devant une juridiction civile on ne risque pas de peine de prison ni une amende, en fait, les saisies, les tutelles, et les frais accompagnent la plupart des décisions : les frais d'huissier en particulier peuvent être assimilés à des sanctions pénales, et c'est d'ailleurs ainsi qu'elles sont à juste titre ressenties. Le rôle de la justice civile est bien répressif : contraindre les travailleurs à subir l'exploitation.

Inversement certaines amendes sanctionnant des fraudes, des escroqueries, infligées à des sociétés, à des hommes d'affaires ne constituent en fait qu'une sanction négligeable.

LA COUR D'ASSISES

Elle est censée représenter la «justice populaire» par excellence. En effet, la décision n'est pas rendue par des juges, mais par un jury composé de neuf jurés qui sont désignés sur une liste annuelle établie par le préfet. Les cours d'assises, une par département, jugent les infractions frappées de peines dites «infâmantes» (mort, réclusion criminelle à perpétuité ou à temps, détention criminelle). Ses sentences ne sont pas susceptibles de recours en



Cour de cassation

LA PREMIÈRE INSTANCE

On distingue les tribunaux d'instance et les tribunaux de grande instance. C'est la gravité, ou l'importance de la somme en cause, qui détermine si une affaire passe devant un tribunal d'instance ou de grande instance. Les tribunaux d'instance sont à juge unique alors que les tribunaux de grande instance qui jugent les affaires les plus importantes sont collégiaux : trois magistrats, un président assisté de deux juges. Toutes les affaires sauf les crimes passent en premier lieu devant ces juridictions, du chèque sans provision au hold-up en passant par la dette de loyer et la rixe à la sortie du bal.

instance ou confirmer son arrêt. La décision de la cour d'appel est susceptible d'un nouveau recours devant un troisième niveau : la cour de cassation, juridiction suprême qui se trouve au sommet de la pyramide judiciaire.

LA COUR DE CASSATION

Il n'y en a qu'une qui siège au Palais de Justice à Paris. Elle ne se prononce pas sur le fond des affaires qui lui sont soumises mais sur la forme, disant si la procédure suivie est conforme, si les décisions sont légales. En fait, quand la Cour de Cassation estime pour des raisons qui tiennent au fond qu'un jugement doit être cassé, elle trouve toujours un vice de forme si minime soit-il.

La décision rendue par elle n'est plus susceptible de recours.

Tous les tribunaux n'ont pas les mêmes compétences, autour de cette notion s'articulent d'autres subdivisions. On distingue essentiellement deux compétences : le civil et le pénal.

LE CIVIL

La justice civile s'intéresse aux questions de droit privé touchant à des conflits d'intérêt entre particuliers, entre un particulier et une société, entre commerçants ou entre un employeur et ses salariés.

La justice civile départage les parties, dit le droit mais n'inflige pas de peine. La majorité des affaires traitées par les tribunaux d'instance sont civiles, excepté les

SUICIDE À DINAN

Il y a une huitaine de jours, une femme à Dinan (Côtes du Nord), Madame Aubry, reçoit une convocation du procureur de la République. Elle s'affole. Ce papier officiel signifie pour elle prison, déshonneur... Peu de temps auparavant, Madame Aubry, mère de famille, aux modestes revenus, avait volé dans un super marché un morceau de viande de trente francs. Prise sur le fait, elle paye le montant de cette marchandise et donne un faux nom à la police. Quelques jours plus tard, un policier zélé la reconnaît, la suit, et relève son adresse. Quelques jours plus tard c'est la convocation du juge. Mme Aubry pour éviter ce qu'elle imagine devoir être des suites graves, se jette dans la Rance. Ce n'est pas tous les jours que des ouvriers se suicident pour échapper aux persécutions de la justice, mais cette tragique histoire est révélatrice de la crainte qu'elle inspire. Cette crainte, hypocritement, les «grandes consciences» bourgeoises la déplorent, elle n'est pourtant pas l'effet du hasard. Divers aspects concourent à entretenir cette crainte : la complexité du système et de la législation, le caractère pompeux et obscur du jargon judiciaire, l'accoutrement des juges, le rituel des audiences... tout cela ne vise à rien d'autre qu'à inspirer la crainte et à établir une barrière infranchissable entre le juge et les travailleurs.